

DANIEL GUÉRIN

■

QUAND LE FASCISME ET LA GUERRE NOUS DEVANÇAIENT



14182

EDITÉ PAR

Correspondance Socialiste Internationale
247, Rue de Vaugirard — PARIS (XV^e)

1960

PRIX : 1,80 NF

EN HOMMAGE

A

MARCEAU PIVERT

L'essai « Quand le fascisme nous devançait » m'avait été demandé, en 1954, par Jean-Paul Sartre pour le numéro spécial des Temps Modernes sur « La Gauche ». Mais, au dernier moment, cet article, dont pourtant le contenu avait, à l'avance, fait l'objet d'un échange de vues avec l'auteur de Nkrassov, n'a pas trouvé place dans la revue... Pourquoi ? Je m'en voudrais d'épiloguer sur des motifs, qui, au surplus, ne m'ont jamais été franchement révélés et je laisse au lecteur le soin d'apprécier. J'ai cependant obtenu de publier le texte déjà composé pour les Temps Modernes en une sorte de « tirage à part »... très « à part ». Ce tirage est aujourd'hui épuisé et des amis me demandent de le rééditer.

J'ai cru bon d'y joindre un certain nombre d'articles insérés, de 1938 à 1939, dans Juin 36, l'hebdomadaire de la « Gauche Révolutionnaire » du Parti Socialiste S.F.I.O., puis du P.S.O.P. (Parti Socialiste Ouvrier et Paysan). Ce Parti a été constitué, on le sait, à la suite de l'expulsion du Parti Socialiste de la tendance Marceau Pivert au Congrès de Royan (Pentecôte 1938). Le dernier de ces articles a paru le 25 août 1939, à la veille du déchaînement de la deuxième guerre mondiale. On y verra comment la guerre, de même que le fascisme, nous a devancés, et comment, face à la catastrophe, nous avons essayé de maintenir une position révolutionnaire internationaliste, à égale distance du fascisme et du social-patriotisme. Position difficile, certes, solitaire, et qui nous valut beaucoup d'incompréhensions et de haines. Mais que je ne renie pas et dont je revendique, avec le regretté Marceau Pivert, ma part de responsabilité — la tête haute.

I

QUAND LE FASCISME
NOUS DEVANÇAIT

C'EST une triste histoire que l'on me demande d'évoquer ici. Je dis bien : d'évoquer et non de raconter, car j'écris de mémoire, sans pièces à l'appui, alors que, pour la raconter sérieusement, il faudrait se livrer, au préalable, à de longues recherches. Je me contenterai de puiser dans mes souvenirs.

A l'orée de cette décade, où il allait s'agir d'affronter le fascisme, et de le vaincre, sous peine d'être submergé par lui, la Gauche française présentait un affligeant spectacle : celui de la division, de la pétrification et de l'impuissance. Non pas qu'elle fût aussi mal en point qu'elle l'est aujourd'hui. Elle vivait encore, elle était riche en hommes à qui ne manquait ni la personnalité, ni le tempérament, ni l'expérience. Elle reflétait encore les derniers rayons d'un glorieux passé. Elle n'avait pas encore laissé se perdre les traditions du socialisme et du communisme classiques ; les uns étaient encore imprégnés de Guesde et de Jaurès, les autres encore illuminés par la prestigieuse épopée de la Révolution russe et des premières années de l'Internationale Communiste, une des plus fécondes expériences de l'histoire humaine.

Mais la Gauche française était installée, enlisée, dans la scission ouvrière. L'habitude de la lutte fratricide était devenue pour elle une seconde nature. Chacun de ses deux tronçons se trouvait comme figé dans un stéréotype.

D'un côté, la vieille S.F.I.O., exerçant encore son influence sur certaines couches ouvrières et assurément beaucoup plus « gauche » (au moins en paroles) que l'actuel parti de Guy Mollet, plus attachée aussi que ce dernier à la « démocratie intérieure », pas encore abâtardie par l'exercice du pouvoir, mais déjà engluée dans la collaboration des classes, dans l'électoratisme à la petite semaine, et gaspillant ses dernières énergies à répéter les litanies monotones de sa polémique avec les « scissionnistes de Tours ».

De l'autre, le Parti Communiste, beaucoup plus faible numériquement que de nos jours, gauchiste, sectaire, voire aventuriste, enfoncé jusqu'au cou dans la dénonciation quotidienne des « social-traitres » et s'efforçant de dissimuler, sous les mots d'ordres ronflants et extrémistes de la « Troisième période », la coexistence pacifique avec le monde capitaliste dont Moscou estimait avoir besoin pour (en théorie) « construire le socialisme » sur le sixième de la planète, (en pratique) consolider le pouvoir d'une nouvelle bureaucratie.

Et c'est ce mouvement divisé, ossifié, négatif, la vue bornée par d'énormes ceillères, qui allait, tout au long de la décade, être réveillé en sursaut par une série ininterrompue de coups de tonnerre, pris à l'improviste par des événements gigantesques, dont il n'eut ni le presentiment ni la direction, arraché chaque fois à sa passivité par des forces adverses plus agressives.

Tout d'abord, le coup de tonnerre de la crise économique mondiale, qui éclata à la fin de 1929 et qui, s'il lui procura, sur le papier, un triomphe facile, une justification bienvenue, quoique imprévue, de sa Théorie, le prit, en réalité, absolument au dépourvu : les dirigeants du Kremlin, qui avaient confidentiellement misé sur la stabilisation temporaire du monde capitaliste, ne furent pas moins surpris (malgré leurs affirmations contraires) que les naïfs social-démocrates, qui s'étaient laissés prendre au mirage de la « prospérité américaine ».

Et, quelques mois plus tard, ce fut le coup de tonnerre des élections allemandes du 14 septembre 1930, les nazis enlevant 107 sièges au Reichstag (au lieu de 12 qu'ils détenaient précédemment), dans un énorme fracas de bottes et de *Sieg Heil* !

Brusquement, sans avoir même eu le temps de le voir venir et de faire mine de l'exorciser, la Gauche française, scolastique et prisonnière de ses antiques formules, avait devant elle le spectre presque inconnu du fascisme.

Pourtant, l'apparition menaçante n'était pas tout à fait nouvelle. Il y avait huit ans déjà que cette affection, encore mal définie par la médecine sociologique, s'était emparée de la voisine Italie, et l'avait terrassée. Mais la Gauche n'avait jamais pris très au sérieux le phénomène transalpin. Elle avait vitupéré les assassins de Matteotti, comme il se devait, puis retrouvé le ton de la blague. Paul-Boncour avait lancé son : *César de carnaval !* On n'avait pas voulu admettre que l'on avait affaire à une maladie contagieuse, et que les mêmes causes pouvaient engendrer ailleurs les mêmes effets. Jusques en Italie, les socialistes, peu avant la « Marche sur Rome », s'étaient esclaffés. Quant aux communistes, ils s'étaient condamnés à nier le danger fasciste en affirmant qu'il y avait identité entre les diverses formes de la domination bourgeoise, fût-elle affublée de l'étiquette « démocratique » ou de l'étiquette « fasciste ». Après la défaite, les vaincus italiens avaient été les premiers à persuader leurs frères des autres pays occidentaux qu'ils n'avaient pas à redouter un accident similaire : on n'assisterait jamais à une marche sur Berlin ; la République de Weimar était au-dessus de toute atteinte. Et les bons Allemands, dans leur orgueil béat, s'étaient laissés convaincre : social-démocrates et communistes avaient proclamé avec ensemble que la classe ouvrière allemande avait une trop haute éducation politique : « un écrasement aussi brutal de la démocratie » était impensable au pays de Goethe. Le fascisme n'avait de chances que dans des pays arriérés et semi-agricoles, etc., etc.

Le coup de tonnerre du 14 septembre 1930 n'avait pas suffi à ouvrir les yeux de ces aveugles. A la veille même de la victoire hitlérienne, à fin 1932, les rédacteurs du *Vorwärts* comme ceux de la *Rote Fahne* s'obstinaient à rendre des oracles aux termes desquels le national-socialisme n'exhalait plus que l'odeur d'un « cadavre pourri ». Le pauvre Léon Blum eut donc quelques excuses, lorsque, au même moment, il pronostiqua, dans un trop célèbre article, le déclin et l'échec final du Führer.

Mais les « réactions en chaîne », comme on dit aujourd'hui, continuaient à surprendre notre Gauche à un rythme inexorable. Le 30 janvier 1933, c'était le coup de tonnerre de la prise du pouvoir par le national-socialisme, que suivirent de près la provocation de l'incendie du Reichstag et la mise hors la loi, ou hors de combat, du mouvement ouvrier allemand.

Cette fois enfin, la Gauche française se sentit prise à la gorge. Barrer la route à l'épidémie fasciste devenait pour elle une question

de vie ou de mort. Le petit jeu qui consistait à dénoncer (en théorie) le régime capitaliste tout en reportant sa destruction aux calendes grecques et en s'y aménageant une couche douillette avait cessé d'être de tout repos. Il fallait songer à se défendre sous peine de périr.

Et, même à cette heure de panique, il y eut encore parmi nous des militants bornés dont le calvaire de la lointaine Allemagne ne troubla pas trop la quiétude : les « macaronis » italiens s'étaient donnés à Mussolini parce qu'ils avaient le goût du clinquant et du superlatif ; les « boches » avaient cédé à Hitler parce qu'ils affectionnaient le pas de l'oie ; mais, nous autres Français, nous étions trop « fortiches » pour tomber dans le panneau. La Gauche avait aussi ses petits bourgeois qui n'aimaient point qu'on les alarme. J'entends encore la regrettée Suzanne Buisson, de la Fédération socialiste de la Seine, s'écrier : « Mes petits amis, à force de crier au péril fasciste, vous allez le faire naître ! » Elle devait mourir quelques années plus tard aux mains des bourreaux nazis.



L'effondrement vertigineux de la démocratie allemande, et la nouvelle réaction en chaîne que fut, l'année suivante, l'écrasement sanglant du prolétariat viennois, l'extension sinistre et continue de la tache fasciste, tout appelait, tout rendait indispensable et urgent le rajeunissement des concepts aussi bien que des méthodes de lutte de la Gauche française. Il lui fallait s'arracher, avant qu'il ne soit trop tard, non seulement à la stagnation et à la fossilisation de son bagage doctrinal, mais aussi à la division : pour survivre, elle devait se hâter de refaire l'unité ouvrière.

Mais rien n'est plus malaisé que de recoller des morceaux qui, depuis des années, ont pris l'habitude d'une existence séparée. Ou plutôt, rien n'est plus difficile que d'amener des détenteurs de fiefs électoraux ou syndicaux à sacrifier à l'unité ouvrière des situations acquises. Car, pour ce qui était du prolétariat proprement dit, son instinct de classe élémentaire ne le trompait pas et il n'avait jamais cessé, lui, d'aspirer au rétablissement de cette union qui fait la force. Mais, difficulté supplémentaire, le problème de l'unité avait sa clé hors de France. Le mouvement ouvrier français n'avait de chance d'être réuni que s'il plaisait aux dirigeants du Kremlin. Or ceux-ci, dans la période qui précéda la défaite allemande, et pour des raisons si obscures ou si peu avouables (1) qu'elles n'ont, au fond, jamais été complètement élucidées, avaient poussé l'outrance jusqu'à traiter la social-démocratie et le fascisme de « frères jumeaux » et jusqu'à obliger les communistes allemands, en une certaine occasion, à joindre leurs bulletins de vote à ceux des nazis. Les cruelles leçons de la défaite, que la plume étincelante de Trotsky venait de tirer (2), allaient-elles les faire renoncer à cette tactique de suicide ?

Quelques démarches isolées avaient bien été tentées en France pour sortir de l'impuissance et de la division, mais sans succès.

Dès 1931, un comité de vingt-deux notabilités syndicalistes, appartenant à la minorité de la C.G.T. et de la C.G.T.U. en même temps qu'à des organisations autonomes, avait lancé un manifeste en faveur

(1) Certains croient que, dès cette époque, l'U.R.S.S., se défiant principalement des « démocraties » occidentales, plantait les premiers jalons qui devaient conduire au pacte germano-soviétique de 1939.

(2) Cf. *Problèmes de la Révolution allemande*, 1931 : *La seule voie*, 1932 : *Et maintenant ?* 1932, etc. Le « Populaire » admit, lui-même, en 1934, que Trotsky avait été le seul à voir clair en Allemagne.

du rétablissement de l'unité syndicale. Son action, ponctuée chaque semaine par le journal le *Cri du Peuple*, n'était pas restée sans échos. Mais il avait été finalement laminé entre les puissantes directions des deux centrales ouvrières rivales : la minorité non communiste avait été purement et simplement expulsée de la C.G.T.U. et, se trouvant suspendue dans le vide, elle s'était laissée recueillir par la bureaucratie de Léon Jouhaux, elle avait franchi, avec une regrettable précipitation, le « Rubicon » du réformisme.

Encore, en 1933, après la catastrophe allemande, un certain nombre de militants révolutionnaires français, socialistes ou syndicalistes de gauche et rescapés du communisme, s'étaient réunis avec les plus représentatifs des réfugiés allemands, appartenant à des tendances politiques similaires. Ensemble, ils avaient essayé de tirer les leçons de la défaite et de « repenser » les fondements théoriques et les modalités pratiques de leur action. Mais sans résultats tangibles ou, au moins, immédiats. La défaite était encore trop proche, et des questions de personnes, des rancunes sectaires aggravaient la myopie des émigrés d'outre-Rhin. Ils ne surent pas nous dire clairement pourquoi ils avaient été vaincus et comment nous devions nous y prendre pour éviter de l'être à notre tour. (1)

Et c'est alors que, les « réactions en chaîne » continuant à nous devancer, éclata le coup de tonnerre du 6 février 1934. Cette fois, le fascisme était à nos portes. Il tenait la rue. Il prétendait prendre possession de notre Paris. Le sang coula. La place de la Concorde, les Champs-Élysées reflétèrent des lueurs d'incendie. Ce fut, dans nos rangs, une confusion, un saisissement indescriptibles.

Les socialistes s'étaient discrédités avec Léon Blum qui, la veille encore, faisait risette aux politiciens radicaux corrompus, aux protecteurs de l'escroc Stavisky, aux « voleurs » qui avaient fourni son prétexte à l'émeute fasciste.

Les communistes ne s'étaient pas moins compromis en criant « à bas les voleurs ! » avec les bandes du colonel de La Rocque et en défilant avec ces dernières, au coude à coude, sur toute la largeur de la rue Royale (j'en ai été le témoin oculaire). S'apercevant, un peu trop tard, qu'ils avaient soufflé sur le brasier fasciste, ils tentèrent un acrobatique rétablissement en jetant, le 9 février, leurs troupes de choc (des ouvriers très courageux) contre la police parisienne.

Dans ce *vacuum*, la classe ouvrière organisée fut la seule, à part une petite minorité de révolutionnaires, à ne pas perdre la tête. Et lorsque l'habile Jouhaux, à l'instigation, dit-on, d'un des ministres démissionnaires du 6 février, et pour canaliser dans des voies non violentes la protestation populaire, lança l'ordre de grève générale de vingt-quatre heures du 12 février, ce furent les travailleurs eux-mêmes qui, sans le moindre flottement, avec une unanimité disciplinée, dirent « non » au fascisme.

Mais ce geste négatif avait seulement prévenu le pire. Si, dans l'immédiat, il barra aux fascistes la route du pouvoir, ce fut au profit d'un gouvernement d'« union nationale » qui n'était pas tout à fait libre vis-à-vis des Croix de Feu. Gaston Doumergue allait-il jouer les Brüning ? La brèche était colmatée, mais le danger nullement écarté.

(1) Ce n'est que plus tard, à la fin de 1935, que les réfugiés allemands nous firent profiter utilement de leur expérience, lorsqu'ils nous aidèrent à fonder la Gauche Révolutionnaire du Parti Socialiste.

Cependant, la Gauche s'était ressaisie. Elle avait enfin « réalisé » toute la gravité du péril fasciste. Et le colonel de La Rocque (qui s'avéra n'être qu'un fantoche) l'aida, sans le vouloir, à reprendre conscience d'elle-même. L'épouvantail du fascisme agit comme un puissant levain de renouveau révolutionnaire, en même temps qu'il contribua à ressouder les tronçons divisés de la Gauche française.

Quelques initiatives heureuses accélérèrent ce redressement. A Saint-Denis, notamment, Jacques Doriot (le futur renégat) agita l'étendard de la révolte contre la direction du P.C. qui s'obstinait à refuser l'unité d'action avec la S.F.I.O. (ou qui ne l'acceptait qu'« à la base »), et la direction du P.C., menacée d'être débordée, obtint le blanc-seing de Moscou pour l'unité d'action « au sommet ».

Mais à ce moment précis où l'on pouvait croire la Gauche française définitivement sortie de l'ornière, à ce moment où tous les espoirs lui étaient permis (1), un nouveau malheur s'abattit sur elle. Les dieux du Kremlin, passant brusquement de l'intransigeance à l'opportunisme, obligèrent nos camarades communistes à solliciter l'alliance d'un parti bourgeois dont la pourriture avait, pour une large part, provoqué la flambée fasciste : le parti radical-socialiste. Au lieu de transformer l'unité d'action « au sommet » en unité organique, sur un programme intermédiaire minimum de lutte contre les trusts et de transformation sociale, au lieu d'élargir ce bloc ouvrier en un Front Populaire groupant, *autour de la classe ouvrière*, la plus grande part possible des classes moyennes et des petits paysans paupérisés, les chefs du P.C. se laissèrent lier les mains par M. Daladier.

Le prétexte qu'on leur fit invoquer pour justifier cette mésalliance fut le souci d'enlever les classes moyennes au fascisme. En 1935, les classes moyennes venaient d'être découvertes (ou redécouvertes) par la Gauche française. Il faut avouer que le socialisme classique les avait quelque peu négligées. Il avait annoncé un peu vite et avec une satisfaction ostensible, leur disparition, baptisée, d'un mot à la fois maladroit et scientifiquement inexact : « prolétarianisation ». Or, on s'était aperçu que les mâtines s'obstinaient à survivre, mais dans un état de croissante *paupérisation*, et que la crise du régime capitaliste pouvait brusquement en faire des moutons enragés. C'étaient elles qui, prises de folie collective, avaient revêtu, dans des pays voisins, des chemises de diverses teintes et mis à mal des prolétaires, qu'on leur avait désignés comme boucs émissaires de leurs malheurs. Il était donc urgent d'empêcher les classes moyennes d'écouter les sirènes fascistes. Comment s'y prendre ? En s'alliant, répondaient les augures du P.C., au parti radical-socialiste, le parti par excellence des classes moyennes. L'argument n'avait qu'un défaut : il ne pouvait, de toute évidence, être mis fin aux tribulations des classes moyennes qu'en portant des coups décisifs au capital monopoliste qui les ruine. Mais, si l'on s'associait avec des partis bourgeois qui prenaient leurs consignes chez le tout-puissant Horace Finaï, de la Banque de Paris et des Pays-Bas, et qui, par conséquent, ne voulaient faire nul bobo au régime capitaliste, et si, en même temps, pour donner des gages à la clientèle électorale ouvrière, on laissait cette dernière se livrer à une action purement revendicative, respectant l'ordre social établi, on risquait d'aggraver encore — au lieu de l'améliorer — l'incon-

(1) Espoirs que Trotsky exprimait, à fin octobre 1934, dans un brillant article : « Où va la France ? »

fortable situation des classes moyennes, coincées toujours davantage entre le grand capital et le prolétariat, et de les rejeter, par désespoir, vers le fascisme dont, précisément, on souhaitait les détourner (1).

Mais, pour les chefs du P. C., le slogan des classes moyennes n'était au fond qu'un prétexte. La véritable raison de leur collusion avec les dirigeants radicaux était tout autre. Leurs inspirations stratégiques venaient du dehors. Le Kremlin, soudain effrayé par la victoire de l'hitlérisme qu'il avait si étrangement et si imprudemment facilitée, essayaient maintenant de protéger l'U.R.S.S. contre une éventuelle agression allemande en dansant, avec les puissances occidentales, la « ronde des démocraties ». Il lui fallait donc se concilier les politiques français supposés partisans à la fois d'une politique de « fermeté » vis-à-vis de l'Allemagne hitlérienne et de l'alliance franco-soviétique, en l'espèce le parti de M. Daladier.

Le Front Populaire, malgré les immenses espoirs qu'il suscita et les foules ardentes qu'il rassembla, était donc, dès l'origine, atteint d'une tare congénitale, frappé d'impuissance. Jacques Danos a raconté, ailleurs, dans le détail, comment, en dépit du sublime sursaut prolétarien de juin 1936, vite refréné par les chefs mêmes de la Gauche, il dut finalement capituler sans gloire devant le « mur d'argent », et comment la brutale répression de la grève générale du 30 novembre 1938, par M. Daladier en personne, mit le point final à la vague de fond de tout un peuple. Cette lourde défaite démoralisa profondément la Gauche française. Le lit était désormais creusé dans lequel s'installera un peu plus tard, avec l'aide de l'invasion allemande, une authentique variété française de fascisme.



Mais, tandis que se déroulait chez nous l'expérience qui vient d'être évoquée, la tache d'huile du fascisme continuait à s'élargir autour de nous. En juillet 1936, ce fut, de l'autre côté des Pyrénées, le coup de tonnerre du pronunciamiento franquiste. Cette fois, au moins, la classe ouvrière démontra qu'elle avait compris la leçon des pays voisins. Elle se défendit en attaquant. Elle prit d'assaut les mitrailleuses pointées contre elle. Elle devança le fascisme en s'emparant du pouvoir.

Mais les chefs de la Gauche espagnole l'empêchèrent d'exploiter sa victoire (la seule véritable victoire remportée, durant cette décade, par la Gauche internationale). Le réformisme se montra, au-delà des Pyrénées, pareil à lui-même, c'est-à-dire hésitant et timoré. L'anarchisme qui, pour la première fois, affrontait l'épreuve de la victoire, se révéla à la fois héroïque et infantile. Quant au communisme, d'abord minoritaire et qui, seul, savait où il voulait en venir, et qui n'était paralysé, lui, par aucun scrupule quant aux moyens, il réussit à capter la Révolution espagnole, non pas au profit du peuple espagnol, mais au profit de la politique extérieure du Kremlin. Or, l'U.R.S.S. ne voulait ni d'une victoire de Franco, épaulé par les puissances de l'Axe, ni d'une authentique révolution prolétarienne, qui l'eût fait rompre avec le gouvernement britannique et la Cité de Londres, ses cavaliers dans la « ronde des démocraties ». Mais le jeu était trop subtil, et Staline finalement le perdit, comme il l'avait perdu en Allemagne, à l'heure où il eût encore été possible de barrer la route au national-socialisme. Freiner la victoire du prolétariat espagnol, l'empêcher de promouvoir d'auda-

(1) C'est ce qui finit par arriver lorsqu'en 1940 les classes moyennes se réfugièrent dans le giron du Maréchal.

cieuses mesures socialistes, d'opérer, notamment, une révolution agraire qui lui eût valu l'adhésion sans réserve des paysans, l'obliger à partager le pouvoir avec des bourgeois libéraux, tandis qu'on écrasait dans le sang son avant-garde catalane, c'était le priver des moyens politiques qui, plus sûrement que les moyens militaires (d'ailleurs dispensés par l'U.R.S.S. au compte-gouttes), lui eussent permis de mettre en déroute le fascisme espagnol. Et Franco s'assit, au terme d'une longue et atroce guerre civile, sur le cadavre de l'Espagne. Et la Gauche française se sentit un peu plus encerclée, et c'était sa faute à elle aussi, car le gouvernement Blum s'était refusé à livrer des armes aux républicains — ou n'en avait livré que sous le manteau et en quantités très insuffisantes.

Le drame espagnol ne fut pas seulement pour la Gauche française un nouveau motif d'alarme et une nouvelle source de démoralisation. Il la plaça aussi devant une redoutable contradiction dans laquelle elle allait désormais se trouver prisonnière : au péril fasciste intérieur, c'est-à-dire à la crainte que la tache d'huile de la contre-révolution ne finisse par absorber notre propre pays, s'ajouta le péril fasciste extérieur, c'est-à-dire l'éventualité d'un conflit armé avec les puissances de l'Axe. Dans une certaine mesure, la guerre civile espagnole préfigurait déjà la deuxième guerre mondiale : des armes, des avions, des stratèges, des hommes en provenance de l'U.R.S.S. et de l'Occident se trouvaient aux prises avec des armes, des avions, des stratèges, des hommes en provenance de l'Axe.

Or, la Gauche française ne pouvait pas ignorer non plus (et sa minorité consciente apercevait clairement) que, derrière l'apparente antinomie entre les « démocraties » et les « dictatures », se profilait une querelle de brigands entre deux groupes de puissances impérialistes, les unes dites « agressives » parce que manquant de matières premières et de débouchés, et pressées de procéder, par la force des armes, à un nouveau partage du monde, les autres, dites « pacifiques », parce que nanties et décidées à s'opposer par la force à ce partage. Inciter le gouvernement de la France à entrer en guerre avec l'Allemagne, *parce que le gouvernement de cette dernière était fasciste*, n'était-ce pas, pour la Gauche française, faire l'union sacrée avec les ploutocrates de notre propre pays, les aider à défendre leur butin colonial et impérial, qu'avait encore accru le traité de Versailles, renforcer leur domination sur le peuple français et, peut-être ainsi, préparer la voie à une forme de fascisme ?

Mais le dilemme avait une autre face. Notre bourgeoisie était elle-même partagée entre deux velléités contradictoires : d'un côté, la volonté impérialiste de défendre ses privilèges, fût-ce au prix d'une guerre ; de l'autre, la solidarité de classe qu'elle avait déjà témoignée, naguère, au vainqueur de 1871, et qui lui inspirait de l'indulgence (voire de la sympathie) pour les régimes « forts » d'Italie et d'Allemagne, et un secret désir de s'entendre avec eux contre le prolétariat. C'est ce calcul qui devait amener une large fraction de la bourgeoisie française à considérer comme une aubaine la défaite militaire de 1940, qui lui permit d'instaurer la dictature de Vichy. Applaudir les « munichois », presser notre gouvernement de s'arranger avec Hitler, *parce qu'une guerre contre lui eût été impérialiste*, n'était-ce pas, pour la Gauche française, faire l'union sacrée avec ceux de nos bourgeois qui préféreraient mettre un genou devant le fascisme extérieur plutôt que s'incliner devant le prolétariat ?

La longue série de « réactions en chaîne » que nous n'avions pas su arrêter depuis 1930 nous avait finalement acculés à n'avoir plus

d'autre choix que les alternatives de la guerre et du fascisme. En fait, nous dûmes subir les deux : la guerre et le fascisme.

Et ce dilemme, dans lequel nous nous débattions à la veille de 1939, creusa parmi nous de nouvelles divisions. Alors que le péril fasciste *intérieur* avait agi sur nous comme un puissant levain d'unité et que, pour lui barrer la route, nous avions fini par faire taire nos querelles, le péril fasciste *extérieur* nous disloqua. Il eut pour conséquence directe une scission au sein de la S.F.I.O., la Gauche révolutionnaire se refusant à l'union sacrée dans laquelle Blum entraînait son parti. Et lorsque, après son exclusion, cette minorité fonda le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan, elle ne tarda pas à se désagréger. Les uns ne répugnèrent pas à mettre l'arme sur l'épaule contre Hitler (en oubliant le caractère impérialiste de la guerre à venir), les autres sombrèrent dans un pacifisme bélant, non moins aveugle, et ils implorèrent la paix à tout prix, de concert avec les « munichois » et les futurs « vichysois ». On compta sur les doigts ceux qui ne trébuchèrent dans aucun des deux fossés.

Et, tandis que la Gauche française vivait dans une impuissance totale et dans un non moindre désordre mental les dernières heures de son agonie, les coups de tonnerre retentissaient à intervalles de plus en plus rapprochés : l'Anschluss, la domestication de la Tchécoslovaquie, le pacte germano-soviétique, l'invasion de la Pologne, puis, après un coma qui se prolongea jusqu'au printemps 1940 et qui est resté dans l'histoire sous le nom de « drôle de guerre », l'ultime coup de tonnerre du désastre militaire, de l'invasion, de l'avènement du Maréchal. La France, à son tour, connaissait la honte du fascisme. Et d'un fascisme qui ne fut pas uniquement imposé de l'extérieur. Car le régime de Vichy, on l'oublie trop aujourd'hui, rallia une bonne partie de nos classes moyennes et ne fut pas seulement un sous-produit de l'occupation allemande.



Reste à rechercher, aussi brièvement que possible, le pourquoi de cette faillite. Nous, les survivants sans fierté de la décennie 1930-1940, nous devons à une jeunesse justement méfiante et justement sévère, non pas de battre notre coulpe, ce qui ne servirait à rien, mais de lui expliquer comment nous avons été si peu maîtres de notre destin.

L'explication primordiale, il faut la chercher dans les profondeurs de l'« infrastructure ». Tout ce remue-ménage eut pour cause essentielle la crise du système capitaliste, la crise non plus seulement *cyclique* mais *permanente*, dont les premiers symptômes s'étaient manifestés à la fin de 1929. Car il serait absurde d'attribuer, comme l'a fait Freud, à je ne sais quel instinct biologique de destruction et de mort, inhérent à la nature humaine, il serait faux et non scientifique de mettre sur le compte d'une volonté démoniaque, d'une aliénation mentale, les entreprises fascistes et guerrières qui ont abouti au grand effondrement de 1939-1940.

Il ne serait pas davantage exact de soutenir que la guerre fut le produit du fascisme. Le fascisme et la guerre ont été tous deux les conséquences, les conséquences *différentes* bien qu'enchevêtrées, d'une seule et même cause. Ils ont pris racine dans le même fumier, ils ont été tous deux, chacun à sa façon, les fruits monstrueux d'un système devenu un obstacle au progrès humain, d'un mécanisme économique irrémédiablement enrayé. Radek a dit un jour que la dictature fasciste, ce sont des cercles de fer avec lesquels la bourgeoisie essaie de conso-

luder le tonneau défoncé du capitalisme. La même image vaut pour la guerre (1). L'un et l'autre ont eu pour objet de prolonger artificiellement, par des moyens d'exception, un mode de production et d'appropriation périmé, qui ne pouvait plus se survivre par des moyens réguliers et pacifiques : l'Etat fort, d'un côté, les armements à outrance, de l'autre, ont été (et sont aujourd'hui encore) les suprêmes expédients par lesquels la bourgeoisie s'efforce de renouveler la pitance sans laquelle elle périrait d'inanition : le profit.

Et ici, pour dissiper une confusion que le fascisme a entretenue à dessein, il est nécessaire, hélas, de préciser que le « tonneau » dont parle Radek n'a pas été défoncé par les coups de hache du prolétariat. La vague de fond suscitée par la Révolution d'Octobre avait depuis longtemps reflué dans toute l'Europe quand le fascisme a fait son entrée en scène. Clara Zetkin a souligné avec raison que le fascisme n'a pas été, comme il le prétend, la « réponse de la bourgeoisie à une attaque du prolétariat », mais bien plutôt « l'expression de la décadence de l'économie capitaliste ». Le tonneau s'est défoncé lui-même. Le fascisme a essayé de se justifier en se présentant comme un « réflexe de défense ». Mais l'ordre établi n'était plus guère menacé par la classe ouvrière quand il a abattu sur elle son gourdin. A aucun moment, en Italie, l'occupation des usines (malgré son caractère révolutionnaire) ne prit l'allure d'une conquête révolutionnaire du pouvoir et il y avait belle lurette qu'elle avait cessé lorsque les magnats du grand capital italien hissèrent Mussolini au pouvoir. Pas un instant, le prolétariat allemand, divisé et égaré par ses chefs, n'avait (malgré son incontestable maturité révolutionnaire) mis sérieusement en danger la société bourgeoise quand les hommes d'affaires réunis chez le banquier Schröder décidèrent de faire appeler Adolf Hitler à la chancellerie du Reich.

Ce ne sont pas les « excès » révolutionnaires du prolétariat, c'est au contraire la *carence* de ses mauvais bergers qui a contribué à la victoire du fascisme. La première défaite de la Gauche a été consommée dès 1918, lorsque les ouvriers allemands n'ont pas été à même d'exploiter l'effondrement du régime impérial et la défaite militaire pour conquérir le pouvoir et se joindre à leurs camarades russes. La première défaite de la Gauche a été consommée, simultanément, lorsque le prolétariat français, faute d'une direction révolutionnaire adéquate, s'est montré incapable, au lendemain des hostilités, malgré sa mauvaise humeur revendicative, de balayer sa bourgeoisie et de prévenir ainsi l'injuste paix de Versailles, source de nouvelles guerres et une des causes directes du fascisme en Italie comme en Allemagne.

Une autre raison de l'aisance relative avec laquelle le fascisme a pu prendre racine, ce fut, est-il besoin de le répéter, la division ouvrière : la lutte fratricide entre socialistes et communistes n'a pas peu contribué à désarmer la Gauche en face de l'adversaire fasciste. Et cette division fut aggravée par la subordination de l'aile la plus dynamique du mouvement ouvrier aux zigzags de la politique extérieure russe.

Enfin, *last but not least*, le fascisme profita de la dégénérescence du pouvoir des soviets. Il n'est pas douteux qu'il puisa nombre de ses artifices dans le modèle que lui offrit une dictature monolithique et totalitaire, personnifiée par un « homme providentiel », appuyé sur une police secrète omnipotente et axée autour d'un parti unique qui ne tarda pas à perdre tout contenu démocratique et fut soumis à des

(1) Cf. Henri Claude : *De la crise économique à la Guerre mondiale*, 1945.

épurations de plus en plus fréquentes. Contrairement à ce que prétend Malaparte, le fascisme n'a pu apprendre grand-chose de la Révolution d'octobre 1917, qui ne fut pas un « coup d'Etat », mais un gigantesque mouvement de masses aux antipodes du *Führerprinzip*. Par contre, il apprit beaucoup du stalinisme.

En résumé, lorsque s'ouvrit la décennie 1930-1940, la Gauche avait recueilli de la décennie précédente un héritage passablement obéré. Dès 1923, la toujours lucide Clara Zetkin observait que le fascisme, c'était « le châtimement qui s'abat sur le prolétariat pour n'avoir pas continué la révolution commencée en Russie ». Il eût fallu en finir avec le régime capitaliste *avant* que les convulsions de son agonie ne nous plongent dans le fascisme et dans de nouvelles guerres.

Faute d'avoir su, en temps opportun, changer le monde, il ne resta plus à la Gauche que d'essayer, par des expédients improvisés, par des palliatifs inadéquats, de rattraper le fascisme dans la course de vitesse vers le pouvoir que celui-ci lui imposa. L'inventaire de ces malheureuses tentatives constitue la dernière partie de mon exposé — et aussi la plus difficile : en effet, les tactiques malheureuses que je vais énoncer sont tirées des expériences vécues par plusieurs pays, abstraction faite de leurs particularités respectives. Mon champ d'observation sera aussi bien l'Italie et l'Allemagne que la France, mais en mettant l'accent sur notre pays, puisque c'est la faillite de la Gauche française que l'on voudrait ici évoquer.

Plus d'un militant des années 1930 déduisit du sévère verdict de Clara Zetkin que le plus sûr moyen de barrer la route au fascisme, c'était de lui couper l'herbe sous le pied et de faire, selon l'expression de Marceau Pivert, la « révolution d'abord ». Hélas, on ne déclenche pas une révolution prolétarienne sur commande et à l'heure dictée, non par le rassemblement de conditions objectives favorables, mais par la seule menace fasciste. La technique de la Révolution prolétarienne n'est pas, encore une fois, une « technique du coup d'Etat ». Il était impossible de devancer le fascisme par une opération blanquiste. La révolution préventive n'a réussi (ou plutôt failli réussir) qu'une fois, en Espagne, et parce que, dans ce pays, le pronunciamiento fasciste coïncida avec une authentique situation révolutionnaire : l'initiative de Franco fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase ; la révolution était mûre. Ailleurs, en Italie, en Allemagne, en France, le mouvement ouvrier ne put, ou ne sut, recourir à l'arme de la révolution préventive. Dans ces trois pays, la Gauche n'eut donc à opposer au fascisme que la toujours précaire défensive. Voyons comment elle s'y prit.

Avant de convoiter le pouvoir, le fascisme commence par user et terroriser le prolétariat à l'aide de ses milices. La Gauche s'efforça de riposter par l'« auto-défense ouvrière ». Mais son handicap, sur ce terrain choisi par l'adversaire, était manifeste. En Italie, en Allemagne, l'Etat bourgeois eut des trésors d'indulgence pour les bandes fascistes, tandis qu'il réprima, voire interdit, les groupes de protection de la classe ouvrière. Et la Gauche, croyant de bonne tactique de se cramponner à la légalité, renonça elle-même à se servir de ces derniers. En France,

la guerre civile ne dépassa pas le stade embryonnaire. Cependant les ligues purent tranquillement se reconstituer en dépit de la loi qui avait prononcé leur dissolution, tandis que cette même loi frappa des formations d'extrême-gauche telles que l'Etoile Nord-Africaine.

Ensuite, le fascisme s'élance à la conquête de l'électeur par une tapageuse et cynique propagande. La Gauche fut le témoin médusé de ces techniques nouvelles. Ici encore elle se trouva handicapée. Ces méthodes d'agitation qui s'avéraient si rentables, elle ne pouvait — ou n'aurait pas dû — les faire siennes : d'abord, parce qu'elle ne disposait pas des immenses ressources et des moyens publicitaires dont le grand capital pourvoyait le fascisme, ensuite parce qu'adopter la plupart de ces indignes procédés, c'était, pour elle, se renier. Et, cependant, trop souvent la Gauche céda à la tentation du mimétisme. A force d'emprunter au fascisme, elle finit par lui ressembler. Elle s'exposa au risque que les foules ne fussent davantage sensibles à la propagande fasciste qu'à sa contrefaçon antifasciste. Alors qu'elle croyait se prémunir contre le fascisme en le singeant, elle envoya de l'eau à son moulin.

Enumérons quelques-uns de ces plagiats.

Le fascisme méprise les masses. Il n'hésite pas à les prendre par leur côté faible. Il les déclare féminines et il se complait à les « violer ». Pour ce faire, il use de toutes sortes d'attrape-nigauds (symboles, grandioses mises en scène, etc.). Le socialisme, lui, ne méprise pas les masses. Il les voudrait meilleures qu'elles ne sont, à l'image de l'avant-garde du prolétariat dont il est l'émanation. Il devrait donc s'efforcer d'élever, et non d'abaisser, leur niveau intellectuel et moral. Il ne devrait pas, comme le fascisme, faire appel aux instincts les plus grossiers des foules, à leur potentielle hystérie. Il n'empêche qu'au temps du Front Populaire, un professeur, spécialiste du « viol des foules », était très écouté dans les milieux S.F.I.O. N'était-ce pas lui qui, en Allemagne, avait cru conjurer les maléfices de la svastika hitlérienne en dotant les social-démocrates des symboliques mais impuissantes trois flèches ?

Le fascisme exploite à son profit le sentiment religieux que des siècles de domination de l'homme par l'homme, d'ignorance et de misère ont profondément ancré dans les cervelles humaines. Le socialisme devrait faire appel à la seule Raison et, au lieu d'exploiter à ses fins la religiosité des masses, viser à en détruire les racines matérielles. Cependant, la Gauche, croyant ainsi gagner de vitesse le fascisme, voulut plagier un certain nombre de ses rituels, à commencer par le mythe de l'« homme providentiel », successivement emprunté par l'Etat fasciste à l'Etat stalinien, puis au fascisme par l'antifascisme. C'est ainsi qu'en 1936, on vit Léon Blum apparaître, dans des feux croisés de projecteurs, à des socialistes extasiés qui scandaient son nom jusqu'à épuisement et, dans la maison d'en face, le « fils du peuple » ne suscita pas moins le délire de ses fidèles. En inculquant, au peuple de France, de traditions voltairiennes et libertaires, de tels comportements, n'a-t-on pas facilité, dans une certaine mesure, à plus longue échéance, l'éclosion du mythe du Maréchal « donnant sa vie pour la France » ?

Le fascisme n'hésite pas à séduire les masses au moyen d'une démagogie « passe-partout ». Il promet la lune à chaque catégorie sociale, sans se soucier d'accumuler les contradictions dans son programme. Le socialisme, parce qu'il respecte les masses, devrait ne pas suivre le fascisme sur ce terrain. Et pour une autre raison encore, qui nous

ramène au problème des classes moyennes : le socialisme ne peut pas mélanger dans un adroit cocktail l'anticapitalisme régressif des petits bourgeois (qui voudrait revenir à l'« âge d'or » précapitaliste) et l'anticapitalisme progressif des ouvriers ; il doit souligner que la petite bourgeoisie et le prolétariat sont, chacun à sa façon, pressurés par le grand capital, afin de les associer dans la lutte immédiate contre les monopoles. *Mais il devrait demeurer intransigeant sur les articles essentiels de son programme socialiste ; autrement, il renoncerait à porter au capitalisme les coups décisifs, c'est-à-dire à promouvoir une société plus équitable et plus habitable pour tous ses membres.* Et, pourtant, nous avons vu, en France, à partir de 1935, le Parti Communiste s'efforcer de disputer l'électeur au fascisme en imitant la démagogie « passe-partout » de ce dernier, au point que, parfois, ses auditeurs avaient peine à se convaincre qu'ils n'entendaient pas un discours du colonel de La Rocque.

De tous les instruments dont joue le Grock fasciste, celui dont il tire les plus beaux sons, c'est, sans contredit, le nationalisme. Et c'est aussi celui que la Gauche devrait le moins lui emprunter, puisque *l'Internationale* exprime, dans les langues du monde entier, son idéal de fraternité humaine. Cependant, la Gauche, croyant ainsi disputer les « patriotes » au fascisme, a soudain introduit le mot *nation* dans son vocabulaire. Déjà, en 1923, pendant l'occupation de la Ruhr, le P.C. allemand s'était livré à la surenchère nationaliste, allant jusqu'à honorer le « martyr » Schlageter. De 1930 à 1932, il récidiva de plus belle. En France, nous vîmes successivement les néo-socialistes inscrire la nation en tête de leur credo, tandis que nos camarades communistes s'époumonèrent à « aimer leur pays ». Mais la plupart des « patriotes », ainsi stimulés dans leur hystérie chauvine, mais toujours défiants à l'égard de la Gauche, estimèrent que le fascisme était plus qualifié qu'elle pour incarner le nationalisme. Beaucoup d'entre eux, sous la houlette de Maurras, se rallieront finalement au Maréchal (1).

Le fascisme, bien qu'il ne s'intéresse au fond qu'à un culte, le sien propre, se complait à faire des concessions à la vieille religion traditionnelle, dont il a besoin pour parachever et consolider sa conquête des masses. Le socialisme, tout en se montrant respectueux des croyances de chacun, ne devrait pas renoncer à affirmer que « la religion est l'opium du peuple ». Cependant, ici encore, la Gauche a cru habile de plagier le fascisme et, mettant une sourdine à sa propagande anticléricale, elle a « tendu la main aux catholiques ». Formule dont l'élasticité imprécision devait l'entraîner très loin : elle ne se tourna pas seulement vers le chrétien individuel, ce qui était inoffensif et de bonne tactique, mais elle ne tarda pas à « tendre la main » au *catholicisme politique*. La répétition de ce geste à travers la Résistance et, plus tard, le « tripartisme », a contribué à livrer à la hiérarchie catholique et à ses commis parlementaires des positions que la Gauche laïque avait conquises de haute lutte. Au point que d'illustres chrétiens sont aujourd'hui les premiers à lancer l'anathème contre le réactionnaire M.R.P. La flagrante collusion de l'Eglise avec le fascisme, sous Pétain, aurait pourtant dû inciter la Gauche à plus de prudence.

Enfin le fascisme s'affirme le meilleur défenseur de la famille bourgeoise et il tonitruait qu'il faut multiplier l'espèce. Là où il est au pouvoir, les pratiques anticonceptionnelles sont sévèrement réprimées et la femme confinée dans le rôle de « mère-lapine ». Le socialisme, enseigné par

(1) Cf. Daniel Halévy : *Trois Epreuves*, 1941 : p. 132-147, « Le Maréchal ».

un ouvrage célèbre d'Engels, devrait ne point se joindre au dernier carré des défenseurs du patriarcat. Et, pourtant, les lecteurs de *l'Humanité* ne furent pas peu étonnés de voir leur journal se porter soudain « au secours de la Famille », condamner le malthusianisme et prôner la prolifération de la race. Encore un peu plus d'eau envoyée au moulin du fascisme.

Ce dernier, lorsqu'il a suffisamment capté les masses populaires par les artifices qui viennent d'être rappelés et qu'il a réussi à mettre dans son jeu, sinon la majorité, du moins une large fraction du corps électoral, se lance à la conquête du pouvoir. Mais il a une façon bien à lui de procéder. Il sait que cette conquête *n'est pas pour lui une question de force*. Il peut, en effet, compter sur l'acquiescement de l'aile de la bourgeoisie capitaliste la plus puissante économiquement et politiquement. Il est assuré, en outre, de la complicité des chefs de l'armée et de la police, de la haute bureaucratie administrative ; quant aux politiciens qui sont encore à la tête de l'Etat bourgeois « démocratique », il n'ignore pas que, même si ces derniers ne lui sont pas entièrement acquis, ils ne lui opposeront pas de résistance armée : la solidarité de classe sera plus forte que les divergences d'intérêts ou de méthodes. Aussi, quand toutes les conditions psychologiques et constitutionnelles se trouvent remplies, s'installe-t-il, sans coup férir, dans l'Etat. Une fois solidement accroché au pouvoir, il en déloge sans peine les politiciens non fascistes dont on l'avait provisoirement flanqué.

Le socialisme ne devrait pas s'y prendre de cette façon. Car il est, qu'il le veuille ou non, *l'adversaire de classe* de l'Etat bourgeois, même « démocratique ». Aussi ne peut-il conquérir le pouvoir que de haute lutte, en brisant, dès qu'il a réussi à s'insinuer dans la place, la résistance acharnée de toutes les forces ennemies. S'il procède autrement, il peut sans doute « occuper le pouvoir », mais il ne le détiendra qu'en apparence et il y sera le prisonnier de l'appareil gouvernemental bourgeois. Le subtil Léon Blum avait depuis longtemps saisi cette élémentaire vérité. Et comme, par ailleurs, il était trop respectueux de l'ordre établi pour s'introduire dans l'Etat par effraction, il souhaitait n'avoir jamais à subir l'épreuve du pouvoir. Eloignez de moi ce calice ! Mais, en 1936, la Gauche française, la tête tournée par la menace fasciste, crut qu'il était grand temps de cueillir le fruit mûr de l'Etat. Et, du fait qu'elle avait remporté une victoire électorale, grâce à sa coalition avec des partis bourgeois, elle s'imagina que la citadelle lui ouvrirait toutes grandes ses portes comme, ailleurs, elle l'avait fait pour le fascisme (1). Mais hélas, à Paris, le scénario se déroula tout autrement qu'à Rome ou à Berlin. Le gouvernement de Front Populaire fut étranglé par l'Etat bourgeois avec lequel il avait eu la naïveté de vouloir s'identifier. Un seul exemple, particulièrement symbolique : le 16 mars 1937, à Clichy, malgré la présence d'un socialiste au Ministère de l'Intérieur, la police et la garde mobile tirèrent, non pas sur les bandes fascistes qui s'y étaient rassemblées, mais sur des ouvriers *socialistes* ; il y eut plusieurs morts et, parmi les blessés, le chef de cabinet *socialiste* du président du Conseil *socialiste*.

Et, tandis qu'en Italie et en Allemagne, les chaperons non fascistes avaient été promptement éjectés du gouvernement, en France, ce furent

(1) Je me souviens d'un éditorial de Paul Faure, dans le « Populaire », qui développait très exactement le fallacieux raisonnement qui vient d'être résumé.

les ministres non socialistes du Front Populaire qui restèrent seuls maîtres de la place. Blum, après avoir laissé, à contre-cœur, s'approcher de lui le calice, ne fit rien pour l'empêcher de s'éloigner.

Le désarroi de la Gauche (ou de ce qui restait de la Gauche) atteignit son apogée après le triomphe de son terrible adversaire. Elle se comporta un peu comme les médecins qui, confrontés avec une maladie inconnue, ont peine à masquer que leur science est en défaut et rendent des diagnostics contradictoires. Quand le fléau n'en était encore qu'à ses débuts, le Dr Tant-Mieux annonça que le fascisme ne pouvait pas durer, qu'il était une affection transitoire et accidentelle, qu'il n'allait pas tarder à se décomposer et à se liquéfier, et même qu'il fallait « passer par l'enfer de la dictature fasciste » (*sic*) pour savourer les joies ineffables de la Révolution prolétarienne. Au fur et à mesure que le mal s'étendit et s'enracina, le Dr Tant-Pis exprima la crainte, au contraire, que le fascisme, malgré ses contradictions internes, ne soit capable de durer indéfiniment. En se proclamant installé pour un millénaire, Hitler finit par suggestionner ses adversaires eux-mêmes.

Cette surestimation des régimes totalitaires, ce manque de confiance dans l'évolution dialectique de l'histoire, dans la marche irrésistible du monde vers la liberté, inclinèrent la Gauche française, après le désastre de 1940, aussi bien vers Vichy que vers Londres. Les uns, les moins nombreux, crurent qu'il fallait s'adapter au fait acquis de la victoire fasciste — et ils finirent en traîtres ; les autres, les plus nombreux, s'imaginèrent, de bonne foi, que seule l'écrasante supériorité économique-militaire des impérialismes anglo-saxons pourrait venir à bout du monstre totalitaire. Ainsi, la Gauche, au cours de la décennie tragique, n'avait jamais été capable de vaincre le fascisme par les armes du socialisme. Elle avait, à défaut, recouru à tous les expédients et à tous les remèdes de rebouteux ; elle avait été jusqu'à plagier le fascisme sous prétexte de le prendre de vitesse. Et, pour finir, elle ne trouvait rien de mieux que d'abandonner sa cause entre les mains, non seulement d'un général au tempérament fasciste, mais d'une coalition de grandes puissances dont l'objectif véritable était beaucoup moins la défaite du fascisme que l'hégémonie mondiale. Aussi la victoire militaire remportée sur les puissances de l'Axe ne délivra-t-elle le monde ni du danger fasciste ni du danger de guerre. Nous nous en apercevons aujourd'hui.

Nous aurions tort, sans doute, à l'heure présente, de nous laisser hypnotiser par ce qui précède. Les problèmes graves et urgents que nous avons à résoudre ne se posent pas exactement dans les mêmes termes que ceux qui viennent d'être évoqués. La victoire militaire de 1945 a eu, au moins, comme avantage immédiat, de reléguer, pour un certain temps, au magasin des accessoires le fascisme de type classique, le fascisme démagogique et botté. La bourgeoisie est obligée de recourir à des moyens de domination moins provocants, et aussi plus insidieux.

Mais n'oublions pas que le fascisme de type classique n'est qu'une des formes que peut prendre la contre-révolution. D'ailleurs l'expérience a montré que, dans les pays qu'ils ont violentés, les régimes fascistes de type classique ont revêtu un caractère transitoire et qu'ils ont abouti à des dictatures policières-militaires-cléricales, d'où les plébéiens en chemise de couleur étaient plus ou moins évincés.

Et ne perdons pas davantage de vue que la crise permanente du régime capitaliste sévit toujours, tout au plus « blanchie » par les injections de dollars américains et le réarmement atlantique. L'Etat fort, avec ou sans les milices fascistes, continuera à proliférer — de même que la guerre — sur le fumier du capitalisme déperissant.

En France, l'agitation organisée autour du Maréchal Juin, la réapparition des ligueurs camouflés en « anciens d'Indochine » sont des symptômes à surveiller de près. De même que l'éventualité d'une entreprise fasciste soutenue et financée par les gros colons d'Afrique du Nord.

Le pays pourrait avoir à choisir avant longtemps entre *fascisme* et *socialisme*. Il vient de vomir ses gouvernants. Mais leurs successeurs, malgré toute leur habileté, pourront-ils longtemps danser sur la corde raide ? Peut-être ne restera-t-il bientôt que deux alternatives : ou un nouveau Front Populaire ou une dictature militaire. Mais on doit souhaiter que ce Front Populaire soit axé, cette fois, autour de la classe ouvrière, qu'il ne soit paralysé ni par des mésalliances politiques ni par des illusions réformistes, qu'il ne soit subordonné à la politique étrangère d'aucune grande puissance, et qu'enfin il sache attirer à lui une sceptique jeunesse qui, aujourd'hui, n'appartient à personne.

(16 septembre 1954.)

II

QUAND LA GUERRE NOUS DEVANÇAIT

Articles parus en 1938 et 1939
dans « Juin 36 »,
hebdomadaire du Parti Socialiste
Ouvrier et Paysan

En rassemblant ces articles écrits aux jours sombres de 1938-1939, tandis que de nombreux millions d'être humains étaient des morts en sursis, l'auteur ne saurait prétendre apporter une contribution de caractère historique aux origines de la dernière guerre mondiale. Ces textes présentent, en effet, beaucoup de lacunes et de solutions de continuité. Le lecteur qui voudrait connaître le déroulement des événements est invité à se reporter aux nombreux ouvrages d'histoire qui traitent de cette lugubre période. On donnera seulement ici quelques brefs points de repère.

C'est le 12 mars 1938 que l'Allemagne hitlérienne annexe l'Autriche, première étape de son entreprise de récupération des populations de langue allemande vivant en dehors des frontières que le traité de Versailles avait assignées au Reich.

Puis ce fut le tour des Allemands du Sudetenland. Dès le 24 avril 1938, le Parti des Sudètes de Conrad Henlein, réuni à Carlsbad, revendiquait pour les Allemands des Sudètes (incorporés abusivement à la Tchécoslovaquie au lendemain de la première guerre mondiale) le droit de libre disposition. Le 12 septembre 1938, Hitler, clôturant le congrès de Nuremberg du Parti National-Socialiste, reprenait à son compte cette revendication et annonçait que si les Sudètes faisaient appel à l'Allemagne, « celle-ci n'hésiterait pas à leur venir en aide ». D'inquiétantes mesures militaires étaient prises de part et d'autre par les grandes puissances antagonistes. Les 13 et 22 septembre, à deux reprises, le Premier britannique, Neville Chamberlain, rencontrait Hitler, à Berchtesgaden, puis à Godesberg. Le 27 septembre, enfin, la crise atteignait son point culminant : Hitler envoyait un ultimatum au gouvernement de Prague. Mais les puissances occidentales n'étaient pas encore prêtes à faire la guerre et, par le truchement de Mussolini, elles obtinrent de Hitler qu'il retardât de 24 heures la mobilisation allemande. Aussitôt après, les 29-30 septembre, les quatre chefs de gouvernement : Neville Chamberlain, Edouard Daladier, Mussolini et Hitler se rencontraient à Munich et entérinaient le rattachement du Sudetenland au Reich. Dans une déclaration très explicite, Neville Chamberlain précisait : « Nous ne saurions nous engager en toutes circonstances à entraîner l'Empire britannique dans une guerre pour une seule petite

nation.» Mais il faisait suivre l'aveu de cet « abandon » par l'avertissement suivant : « Si nous avons à nous battre, ce devrait être pour des problèmes plus vastes que celui-là. Si j'étais convaincu qu'une nation, quelle qu'elle soit, était résolue à dominer le monde par la menace de sa force, j'estimerais qu'il faut lui résister. »

La paix était provisoirement sauvée. La guerre n'était que partie remise.

Dans les mois qui suivirent, les deux camps se préparèrent fébrilement à la grande épreuve de force. Le 15 mars 1939 Hitler répondit aux intrigues britanniques en Europe Centrale en arrachant au gouvernement de Prague une capitulation aux termes de laquelle l'Allemagne occupait militairement la Bohême et la Moravie et annexait purement et simplement ces deux provinces au Reich ; le reste de la Tchécoslovaquie était démembré.

Après le tour de la Tchécoslovaquie, ce fut celui de la Pologne. Dès le 28 avril 1939, le gouvernement de Berlin envoyait à celui de Varsovie un mémorandum exigeant le retour au Reich de Dantzig (port allemand sur la Baltique que la Pologne avait reçu en partage au traité de Versailles et dont le corridor coupait l'Allemagne de sa province de Prusse Orientale). Après de confuses tractations, qui se prolongèrent plusieurs mois et où les négociateurs, de part et d'autre, firent assaut de mauvaise foi, Hitler envahit, le 1^{er} septembre 1939, la Pologne. La deuxième guerre mondiale, virtuelle depuis un an, commençait pour de bon.

Le bref rappel de ces faits essentiels suffira, souhaite l'auteur, à la compréhension des articles qui suivent. En reproduisant ici ces derniers, il cherche beaucoup moins à faire œuvre d'historien qu'à donner au lecteur une idée de l'attitude militante et doctrinale prise alors, face à ces tragiques événements, par une minorité de socialistes révolutionnaires, à la fois antifascistes et internationalistes, et qui s'efforçaient de combattre le fascisme et la guerre sans faire le jeu de l'un ou de l'autre des camps impérialistes, c'est-à-dire en ne tombant ni dans le pacifisme hitlériant, ni dans le bellicisme.

Ni pacte à quatre, ni pacte franco-soviétique : ACTION INTERNATIONALE DES PROLETARIATS !

LES deux grands courants qui divisent la bourgeoisie française : celui qui accepte de courir le risque de la guerre impérialiste et celui qui chante les louanges de la paix fasciste, celui qui préconise la politique des « blocs » antagonistes et celui qui exalte la politique du « pacte à quatre » s'affrontent violemment, à l'heure qu'il est, à propos du pacte franco-soviétique.

Les uns veulent dénoncer, les autres conserver (ce qui signifie évidemment renforcer) le pacte franco-soviétique.

Il est significatif que, pour la première fois, l'officieux rédacteur du « bulletin du jour » du *Temps* (27 décembre 1937) ait posé nettement la question. « Il est absurde, écrit-il, de fermer les yeux sur l'évidence : la situation européenne a, depuis quelques années, subi des changements profonds. »

Une « rupture d'équilibre » a été créée à la fois par l'irrésistible poussée allemande et par « les événements intérieurs de la Russie soviétique ». Et le rédacteur en déduit : « Il y a là un état de fait que ne pouvaient prévoir les auteurs des pactes... » Ce qui l'amène à poser une série de questions : « Dans quelle mesure ces pactes sont-ils toujours valables dans toutes leurs parties ? Dans quelle mesure convient-il, soit de les renforcer, soit de les relâcher ? Quelles seraient les conséquences de l'une ou l'autre solution ?... Où est véritablement l'intérêt national ?... Le pays reste troublé et indécis devant des problèmes complexes en eux-mêmes et que viennent encore obscurcir des préoccupations idéologiques. »

Pendant trois jours, le Congrès « socialiste » de Montrouge n'a pas fait autre chose que d'essayer, en vain, d'apporter une réponse unanime à ces questions.

Pendant trois jours, il n'a fait que refléter, comme un miroir, les deux grands courants qui divisent actuellement la bourgeoisie.

La pierre d'achoppement

Relâcher ou renforcer le pacte franco-soviétique ? C'est autour de ce problème qu'ont tourné, en réalité, tous les débats. Le pacte franco-soviétique a été la pierre d'achoppement qui a rendu impossible la fameuse motion de synthèse, le fameux « nègre-blanc » souhaité par tant de naïfs délégués.

« L'idée des pactes d'assistance mutuelle, s'est écrié Blum..., n'est-ce pas là, au fond, tout le débat ? N'est-ce pas le point de friction qui s'est

révélé le plus important ? C'est cela qui a empêché la Commission des résolutions d'aboutir à un rapprochement.»

Et Lazurick, parlant au nom de la tendance Paul Faure, a mis encore plus nettement les points sur les i : « *Ce qui nous sépare... c'est quand Blum et ses amis demandent le maintien du pacte franco-soviétique.* »

Ainsi, un grand parti qui se dit « socialiste » et se réclame de la classe ouvrière n'est plus que le reflet des hésitations et des contradictions de la bourgeoisie !

Nous disons, nous, que les travailleurs n'ont pas à choisir entre la solution Paul Faure et la solution Blum, *mais qu'ils doivent les renvoyer dos à dos.*

Nous condamnons énergiquement le vieux système des alliances cher à Léon Blum : il ne peut conduire qu'à la guerre. Nous avons toujours dénoncé et nous dénonçons toujours l'esprit *impérialiste* qui a présidé à la conclusion du pacte franco-soviétique ; au moment de la ratification de ce pacte, c'est un des nôtres, Lucien Hérard, qui écrivait :

« *Préparé par Barthou, soutenu par Mercier, signé par Laval, il a été défendu par tels hommes de droite qu'animait l'esprit de Delcassé plus que celui de Lénine. Et c'est un fait qu'il a été vu comme un moyen d'encercler l'Allemagne.* » (« Gauche Révolutionnaire », mars-avril 1936).

Mais nous condamnons tout aussi énergiquement la politique de rapprochement avec les fascismes, préférée par Paul Faure, parce qu'elle a pour corollaire inévitable, sur le plan intérieur, la fascisation du pays : sur le plan extérieur, l'isolement de l'U.R.S.S., et peut-être même les *maines laissées libres à Hitler à l'Est.*

Le P.S.O.P. seul fidèle à l'internationalisme.

Dans la confusion effroyable des esprits à laquelle nous assistons aujourd'hui, le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan est le SEUL en France qui se refuse à marcher à la remorque de l'un ou de l'autre des courants de la bourgeoisie, LE SEUL qui reste fidèle à l'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN.

« *Avant la guerre, a déclaré Blum à Montrouge, le socialisme comptait sur l'action internationale des prolétariats... Aujourd'hui, il n'existe plus de forces symétriques dans les pays avec lesquels nous pourrions nous trouver en conflit.* »

NOUS NOUS INSCRIVONS EN FAUX CONTRE CETTE AFFIRMATION.

Sans doute, hélas ! en maints pays, les organisations de la classe ouvrière ont été anéanties par les régimes autoritaires. *Mais les travailleurs eux-mêmes n'ont pas été anéantis.* La terreur policière la plus raffinée n'a pu supprimer la lutte de classes : le feu couve, il n'est pas éteint, il se rallumera.

A la fois pour lutter contre la guerre et pour défendre ce qui reste de la révolution russe, nous comptons toujours, en dépit de tout, sur l'*action internationale des prolétariats.* Et nous travaillons d'arrache-pied à en hâter le réveil.

Camarades S.F.I.O., que les débats de Montrouge ont achevé de désorienter, lisez donc la petite brochure que vient d'éditer notre *Front Ouvrier International contre la Guerre* sous le titre : « Par-dessus les frontières, des mains se tendent. » Vous y retrouverez la boussole qui vous manque.

Et vous nous rejoindrez.

(6 janvier 1938.)

Guerre pour la Tchécoslovaquie ?

NON, CETTE GUERRE NE SERAIT PAS NOTRE GUERRE !

Ainsi, comme en 1914, nous voici brusquement placés devant la menace concrète de la guerre.

Camarades, si vous n'avez pas oublié les enseignements du socialisme et du communisme révolutionnaires, vous la reconnaîtrez, sans hésiter, tout de suite, cette guerre tant de fois annoncée et dénoncée, cette guerre *qui n'est pas la nôtre*, cette guerre dont Jaurès disait que le « capitalisme la porte dans ses flancs comme la nuée porte l'orage », cette guerre dans laquelle TOUS les impérialismes ont leur part de responsabilité.

Déjà, bien avant 1914, tout cela avait été dit et redit ; et quelques jours avant la catastrophe, Jaurès lançait cette suprême explication : « *Chaque peuple paraît à travers les rues de l'Europe avec sa petite torche à la main ; et, maintenant, voilà l'incendie...* »

Et, pourtant, quand la guerre éclata, d'innombrables travailleurs, trompés par leurs mauvais bergers, abrutis par le « bourrage de crânes » de la bourgeoisie NE LA RECONNURENT PLUS : « *Chaque fois qu'elle devint menaçante, constatait amèrement Georges Dumoulin, nous l'avons dénoncée comme le heurt d'impérialismes rivaux. Nous avons mobilisé contre elle les travailleurs de France. Aujourd'hui qu'elle s'est déchaînée, on affecte de ne plus la reconnaître et on lui donne le caractère d'une attaque brusquée du militarisme allemand contre la liberté des peuples... Ils répètent que c'est la guerre du droit, de la justice... Etrange amnésie !* »

Nous, nous n'oublions pas. Et, pendant qu'il est temps encore, nous voudrions aider nos camarades à ne pas oublier.

Comment est née la question sudète.

En 1914, l'origine *immédiate* du conflit, ce fut, après l'attentat de Sarajevo, la querelle entre l'Autriche et la Serbie. Aujourd'hui, l'Europe risque d'être mise à feu et à sang parce que l'Allemagne et la Tchécoslovaquie se querellent à propos des Sudètes. Il faut tout de même que nous sachions quelle est cette cause pour laquelle, demain peut-être, on va nous faire trouer la peau.

Les Sudètes, dont on parle tant aujourd'hui, sont des *Allemands* qui, depuis des siècles, vivent aux lisières du plateau de Bohême. A la fin de 1918, après l'effondrement de l'ancien empire austro-hongrois,

les Tchèques de Bohême ont, au nom du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » constitué un nouvel Etat : la Tchécoslovaquie. Mais ils ont refusé le « droit à disposer d'eux-mêmes » aux 3.200.000 Allemands des Sudètes ; et ils les ont annexés par la force.

En décembre 1918, Otto Bauer, alors ministre socialiste des Affaires étrangères d'Autriche, protestait solennement auprès des « alliés » contre cette annexion et réclamait un plébiscite.

En vain ! La Tchécoslovaquie, pour des raisons essentiellement *capitalistes* (les principaux centres industriels de l'Autriche-Hongrie sont situés dans les régions sudètes) et *militaristes* (les montagnes situées en lisière de la Bohême sont une bonne position stratégique contre l'Allemagne), exigea l'annexion des régions sudètes, et M. Tardieu, le principal représentant de l'impérialisme français à la conférence de la Paix, les lui donna.

Une situation que Hitler ne manque pas d'exploiter.

Depuis des années, bien avant Hitler, le « torchon brûlé » entre Tchèques et Allemands des Sudètes. En mai 1919, M. Benès s'était engagé à donner au nouvel Etat une constitution *fédérative* (seule solution susceptible d'éviter l'oppression des minorités), à « faire de la République Tchécoslovaque une sorte de Suisse. » Cette promesse n'a pas été tenue. L'Etat tchécoslovaque est un Etat *fortement centralisé*, dont les Tchèques détiennent tous les leviers de commande.

Les fonctionnaires tchèques subalternes et les anciens légionnaires tchèques groupés dans les Ligues nationalistes ont multiplié, dans les régions Sudètes, les vexations envers les Allemands.

Les Allemands ne sont pas représentés dans l'administration de l'Etat (notamment dans les petits emplois) en proportion de leur importance numérique.

A ces causes d'ordre *politique*, s'ajoutent des causes d'ordre *économique*. La crise mondiale a atteint tout particulièrement les régions Sudètes où l'industrie travaille surtout pour l'exportation. Au printemps de 1936, sur 835.000 chômeurs secourus en Tchécoslovaquie, plus de la moitié étaient des Allemands des Sudètes.

Le chômage a été aggravé du fait que, pour des raisons stratégiques, un certain nombre d'usines situées dans les régions frontalières (Sudètes) ont été déplacées à l'intérieur de la Tchécoslovaquie.

Hitler avait beau jeu. Il n'a pas manqué d'exploiter la situation. Les Allemands des Sudètes, mécontents et misérables, ont subi l'attraction du Troisième Reich, et l'immense majorité d'entre eux se sont rassemblés dans le « Parti allemand des Sudètes » de Konrad Henlein. Appuyés par une mobilisation partielle du Reich, ils exigent aujourd'hui de l'Etat tchécoslovaque une *autonomie administrative* totale, que celui-ci leur a refusée jusqu'à présent.

Rivalités impérialistes.

En 1914, l'affaire serbe ne fut que la cause *immédiate* de la catastrophe, et la guerre mondiale avait des origines beaucoup plus profondes. Derrière la Serbie, se profilaient l'impérialisme russe et son allié l'impérialisme français ; derrière l'Autriche, l'impérialisme allemand. Aujourd'hui de même, l'affaire sudète n'est que la cause *immédiate* de l'effroyable cataclysme qui nous menace. Derrière les Sudètes, se profile l'impéria-

lisme allemand ; derrière Prague, l'impérialisme français : Hitler et Daladier mobilisent partiellement l'un et l'autre.

Et pourquoi ces rivalités entre impérialismes ?

Parce que les puissances capitalistes ne pouvant écouler toutes leurs marchandises à l'*intérieur*, par suite de la rétribution insuffisante des salariés et de l'état arriéré de l'agriculture, doivent, coûte que coûte, s'assurer des débouchés à l'*extérieur*, conquérir par la force des armes, marchés et sources de matières premières.

Parce que tous les impérialismes ne sont pas nés *en même temps*, parce que certains pays, comme l'Allemagne, l'Italie, le Japon se sont élevés au rang de grandes puissances avec un certain *retard* par rapport à d'autres grandes puissances comme l'Angleterre et la France. Les derniers venus, trouvant toutes les bonnes places déjà prises, exigent, l'épée à la main, leur place au soleil. Ils sont prêts à faire la guerre pour obtenir un nouveau partage du monde. Et les autres, les pays nantis, sont prêts à faire la guerre pour s'opposer à ce partage.

Hitler ne mobilise pas pour les beaux yeux des Sudètes, mais parce que l'industrie allemande, *équipée pour inonder l'univers entier de ses produits*, étouffe à l'intérieur des frontières allemandes, parce qu'elle convoite les marchés de l'Europe sud-orientale, sur lesquels elle se heurte à la concurrence de l'industrie tchèque, parce que l'Allemagne, pauvre en matières premières, louche vers les blés de Hongrie, de Yougoslavie et de Roumanie, vers le pétrole roumain, et que la Tchécoslovaquie se trouve en travers de sa route.

La Tchécoslovaquie n'est pas une autre Espagne.

Mais la Tchécoslovaquie n'est pas, comme l'Espagne ou l'Ethiopie, un peuple arriéré, un agneau guetté par le loup. La Tchécoslovaquie est loup et complice de loup. Elle est en Europe centrale le chien de la guerre, de toutes pièces, par celui-ci au lendemain de la guerre, pour tenir en échec vers le Sud l'impérialisme allemand. Il ne faut pas garder du système de Versailles, le satellite de l'impérialisme français. Elle oublie que l'armée tchèque (une forte armée) a été créée avec le concours actif de l'état-major français, que le grand capitalisme français a investi des sommes considérables dans l'industrie de guerre tchécoslovaque et notamment dans les établissements Skoda, la troisième firme d'armements d'Europe (dont Schneider détient la majorité des actions).

D'autre part, la « démocratique » Tchécoslovaquie n'est pas un pays dans lequel la classe ouvrière est au pouvoir. Si quelques social-patriotes tchèques, partisans de l'union sacrée comme ceux de chez nous, participent au gouvernement, la Tchécoslovaquie est une république *bourgeoise*, aussi dure, sinon plus, que notre république *bourgeoise* pour ses exploités (exemple : le roi de la chaussure Bat'a), un pays dans lequel, malgré une pseudo « réforme agraire », la grande propriété foncière reste puissante, un pays dans lequel l'élément *militaire* prédomine.

Mais, aujourd'hui, les mauvais bergers qui mènent la classe ouvrière à l'abattoir ont oublié — ou feignent d'oublier — tout cela.

Ils veulent nous faire assassiner pour des *intérêts impérialistes* qui ne sont pas les *nôtres*. Exploitant notre amour tenace de la liberté et notre haine tenace du fascisme, essayant en même temps de réveiller les mauvais instincts chauvins, ils veulent nous entraîner dans la guerre

fraîche et joyeuse. Péri, dans *l'Humanité*, écrit : « *Nous voulons que la Tchécoslovaquie indépendante soit sauvée parce que nous ne voulons pas que la France soit mise au pas et que des citoyens de cette France mise au pas soient embrigadés dans les cohortes guerrières de l'Allemagne (sic) !* » Bel échantillon, déjà, de littérature de guerre.

Nous, nous ne voulons être mis au pas ni par Hitler, ni par le général Gamelin. Nous ne voulons être embrigadés ni dans les cohortes guerrières de la France, ni dans celles de l'Allemagne.

Et nous crions bien haut, comme les résistants de 1914-1918 : *cette guerre, si elle surgit demain, NE SERAIT PAS NOTRE GUERRE !*

(10 septembre 1938.)

MAUVAIS BERGERS, MAUVAISES EXCUSES

Nous avons frôlé l'épouvantable catastrophe de quelques millimètres.

Quand il aura le recul nécessaire pour faire le bilan de ces tragiques journées, le prolétariat français retiendra que ses mauvais bergers, de Léon Blum à Jacques Duclos, acceptaient d'un cœur léger que l'humanité entière soit précipitée dans la destruction et dans la mort pour que soit maintenue la domination de la bourgeoisie tchèque sur 3 millions d'Allemands des Sudètes, pour que soient sauvegardées les positions de l'impérialisme français en Europe Centrale.

Oh ! certes, nos « va-t-en guerre » ont essayé de présenter leur attitude sous un jour différent : ils ne voulaient par la guerre, disent-ils ; ils voulaient, au contraire, sauver la paix. Mais la paix, ils voulaient la sauver comment ? *En mettant en branle l'appareil militaire de l'impérialisme français.* Or, dans une situation internationale aussi tendue, pousser l'Etat-Major à mettre le doigt dans l'engrenage des mesures de mobilisation (même partielles, même camouflées), *c'était déclencher des forces dont les gouvernements eux-mêmes risquaient de n'être plus maîtres, c'était jouer avec le feu.* D'un cœur léger, ils ont joué avec le feu.

Mais non ! diront-ils pour leur défense, nous voulions seulement « intimider » Hitler. En jouant avec le feu, nous empêchions l'incendie d'éclater. Imprudent calcul ! La leçon de 1914 ne leur a donc rien appris ? Lorsque le « prestige » des deux partenaires impérialistes est en jeu, même si aucun des deux ne veut la guerre, il suffit de pas grand-chose pour que l'étalage de la force armée mette le feu aux poudres. D'un cœur léger, les Blum et les Duclos ont accepté l'effroyable risque.

Le jeu en valait-il la chandelle ? Quelle est cette cause qui méritait qu'on ouvre pour elle les vannes de sang ?

On reste confondu devant les misérables arguments invoqués en dernière heure, d'une plume d'ailleurs honteuse, pour justifier le crime.

Léon Blum était prêt à accepter d'un cœur léger la sanglante aventure, à sacrifier des millions d'êtres humains, parce que, dans les régions habitées par les Sudètes une « minorité dans la minorité » serait, en cas d'autonomie des districts allemands ou de rattachement de ceux-ci à l'Allemagne, opprimée à son tour.

Ce que Blum omet de dire.

Certes, cette minorité existe ; elle est double : une minorité *politique* et une minorité *ethnique*.

Minorité *politique* : il est exact qu'au sein de la masse des Sudètes fanatisés par Hitler subsistent quelques vestiges du mouvement social-démocrate allemand. Mais Blum omet d'ajouter que lorsque au lendemain de la guerre, les Tchèques, soutenus par l'impérialisme français, ont annexé de force les Allemands des Sudètes, la « sous-minorité » *politique* n'existait pas. Les Tchèques n'avaient même pas cette mauvaise excuse pour justifier l'annexion des régions sudètes. TOUTE la population des Sudètes, en majeure partie social-démocrate, protestait alors contre l'annexion, au nom du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », et réclamait un plébiscite. Blum omet également d'ajouter que si, par la suite, la majorité marxiste des Allemands des Sudètes s'est effritée jusqu'à n'être plus que la petite minorité actuelle, c'est parce que la social-démocratie s'est montrée incapable de lutter contre les iniquités du traité de Versailles, parce que le communisme stalinien a abandonné la lutte contre Versailles et s'est fait le champion du *statu quo* (1), et que, déçus par cette carence, les Allemands des Sudètes se sont jetés finalement dans les bras de Hitler.

Certes, parce que nous sommes des socialistes révolutionnaires et des internationalistes, le sort tragique des ouvriers socialistes ou communistes dans les régions des Sudètes nous préoccupe au plus haut point. Mais nous pensons QU'IL NE LEGITIME PAS UN CARNAGE MONDIAL. Leur libération, les ouvriers allemands, socialistes ou communistes, des régions sudètes, comme tous les ouvriers allemands, l'obtiendront par la *lutte de classes*, et non en appelant à la rescousse les forces militaires des impérialismes français et britannique.

C'est d'ailleurs le point de vue de nos camarades de l'opposition communiste tchèque qui, dans le numéro de septembre de leur journal *Arbeiter Politik*, conseillent aux travailleurs révolutionnaires dans les régions des Sudètes de ne pas faire cause commune avec les capitalistes anglais, français et tchèques, de créer leurs propres « formations de défense contre la terreur fasciste », de « défendre eux-mêmes leurs intérêts, les armes à la main ».

La « minorité dans la minorité », à laquelle se raccroche Blum pour tenter de justifier sa criminelle attitude, n'est pas seulement *politique* mais également *ethnique* : il est exact que, dans les régions des Sudètes, sont disséminés quelques îlots de race tchèque.

Mais Blum omet d'ajouter que, depuis 1918, la bourgeoisie tchèque a grossi *artificiellement*, pour les besoins de la cause, la minorité tchèque dans les régions des Sudètes, qu'elle a peuplé ces régions de fonctionnaires tchèques, qu'elle a aidé d'anciens légionnaires tchèques à s'y implanter, qu'enfin ces fonctionnaires et ces anciens légionnaires n'ont cessé de brimer la majorité allemande et d'attiser les haines qui explosent aujourd'hui.

L'argument sentimental de Blum ne vise à rien d'autre qu'à masquer une réalité inavouable : Blum, est, en cette affaire, le *complice de l'impérialisme français*. Blum était prêt à nous entraîner dans l'effroyable catastrophe, non par solidarité envers nos malheureux camarades socialistes ou communistes perdus dans la masse déchaînée des Sudètes, mais pour *défendre les positions, stratégiques et économiques, de l'impérialisme français en Europe centrale*. Exactement de la même façon que la sollicitude de Hitler pour les Sudètes dissimule mal les appétits de l'impérialisme allemand en Europe centrale.

(1) Aux élections de mai en Tchécoslovaquie, le Parti communiste s'est effondré dans les régions des Sudètes.

La social-démocratie, qui, ces dernières années, s'est accrochée au sabre de l'impérialisme français pour tenter d'empêcher successivement les Allemands de la Sarre, les Allemands d'Autriche, les Allemands des Sudètes d'être rattachés au Reich aurait mieux fait, au lendemain de la guerre, de ne pas s'affirmer en paroles seulement mais en *actes* pour l'unité allemande. Seule la révolution allemande aurait permis l'unité allemande, sous la forme d'une union des républiques allemandes soviétiques. Mais la social-démocratie a préféré étrangler la révolution allemande. Elle a laissé Hitler conquérir le pouvoir. Et aujourd'hui que Hitler, à sa place, se fait (en actes et non seulement en paroles) le champion de l'unité allemande, elle ne trouve rien de mieux que de s'allier à l'impérialisme français. Elle trahit encore une fois la lutte de classes !

Nous autres, socialistes révolutionnaires, NOUS NE MARCHONS PAS !

(17 septembre 1938.)

Réflexions sur la crise européenne

UNE GUERRE EVITEE DE JUSTESSE UNE PAIX PRECAIRE

Il faudra des semaines et des mois avant qu'on puisse faire le bilan exact de la Crise européenne de septembre 1938, avant qu'on puisse en tirer tous les enseignements qu'elle comporte.

Bornons-nous aujourd'hui à quelques brèves observations.

La paix, durant ces jours d'angoisse, n'a-t-elle vraiment tenu qu'à un fil ? Certains camarades en doutent. Ils pensent que le danger de guerre n'a jamais été sérieux parce que les divers partenaires n'ont jamais fait autre chose que *bluffer*.

Je pense pour ma part (il ne peut s'agir pour le moment que d'une impression personnelle) que nous avons évité la guerre de justesse.

Certes, aucun des partenaires ne désirait la guerre, n'était décidé à la guerre. Chacun voulait seulement *intimider* l'autre. Mais ces intimidations réciproques *présentaient de terribles risques*.

D'abord, l'expérience de 1914 montre qu'un moment arrive où la paix est à la merci d'une simple erreur d'appréciation : tel le faux calcul du chancelier allemand Bethmann-Hollweg, persuadé que l'Angleterre resterait neutre.

Au cours de la récente crise, une erreur analogue a failli être commise.

Hitler voulait obtenir le maximum d'avantages susceptibles d'être obtenus sans entrer en conflit avec l'Angleterre et la France. Mais il a failli se tromper dans ses calculs. Mal informé par son entourage (et, notamment, par Goering), il a cru, presque jusqu'à la fin du congrès de Nuremberg, que l'Angleterre n'interviendrait pas aux côtés de la France au cas où les troupes allemandes entreraient en Tchécoslovaquie.

Or, dans une telle éventualité, *les impérialismes français et britanniques, cela ne fait pour moi aucun doute, eussent dû « marcher »*. Leurs concessions ultérieures ne démentent nullement cette affirmation : c'est justement parce qu'ils se savaient obligés de « marcher » en cas d'agression allemande contre la Tchécoslovaquie qu'ils ont tout mis en œuvre (cession de la région des Sudètes, etc.) pour que l'éventualité redoutable ne se produisît pas.

Si Hitler avait persisté jusqu'au bout dans son erreur d'appréciation, s'il avait annoncé le lundi 12 à Nuremberg l'entrée des troupes allemandes dans la région des Sudètes, c'était la mobilisation française pour le 13 au matin... et sans doute la guerre.

Mais, à ce qu'on raconte, un émissaire privé de Chamberlain a, *in extremis*, précisé à Hitler les dispositions exactes du gouvernement britannique. Et la brusque révélation de la situation véritable aurait provoqué entre le Führer et Goering une orageuse explication, suivie de la « maladie » subite dudit Goering.

La paix l'avait échappé belle.

Un autre risque, non moins terrible, a résidé dans le caractère d'*automatisme* que prennent à partir d'un certain moment les événements. Les mesures militaires appellent *automatiquement* les mesures militaires. Fabre-Luce, dans son livre si remarquable sur les origines de la guerre de 1914, *La Victoire*, note que les diplomates « croyaient être libres de revenir en arrière, mais se voient soudain entraînés dans le jeu des fatalités techniques ». Le 27 juillet 1914, le Français Paléologue écrit : « Il n'y a plus de volonté humaine qui puisse résister au mécanisme automatique des forces déchaînées... Nous autres diplomates, nous avons perdu toute action sur les événements ». Et, le 28, l'Allemand Pourtalès : « La machine roule ». Dans la récente crise, le mécanisme fatal a bien failli être pareillement déclenché : mobilisation tchèque, mobilisation partielle française, mobilisation de la flotte anglaise... Il ne manquait plus, chaque mesure nouvelle appelant *automatiquement* la mesure correspondante, que la mobilisation générale à Berlin et à Paris. Ce mercredi matin 28, l'irréparable a failli s'accomplir.

Cependant, au dernier moment, les gouvernants ont brusquement stoppé sur la pente qui les entraînait, ont fait machine arrière.

Pourquoi ?

Les raisons en sont multiples. Mais je crois que l'une d'entre elles a la priorité sur les autres ; c'est celle que Fabre-Luce nous fait toucher du doigt lorsqu'il écrit, à propos de 1914 : « Il ne régnait pas en Europe cette crainte active de la guerre qui eût évité le conflit. Si seulement les hommes avaient pu se faire une représentation adéquate de ce qu'elle serait, tous les problèmes eussent été radicalement simplifiés... Pour comprendre l'état d'esprit de 1914, il faut additionner la faiblesse de l'imagination, qui offrait seulement aux esprits la représentation schématique d'une guerre rapide et décisive... la pesanteur du passé, qui avait légué une tradition de guerres toujours recommencées et de victoires productives... »

Aujourd'hui, les gouvernants ont davantage d'imagination et disposent des leçons d'un passé plus récent. L'état d'esprit de septembre 1938, Sauerwein l'a défini très exactement dans un article de *Paris-Soir* du 2 octobre :

« Cette guerre, dont quelques fanatiques parlaient légèrement, les généraux, quand ils l'ont vue devant eux, en ont estimé l'affreuse incertitude. L'écrasement immédiat, cela n'existe plus. La Chine et l'Espagne le démontrent. Même les faibles peuvent lutter des années... »

Et, devant la perspective d'une guerre longue et incertaine, effroyablement destructrice, la machine a cessé de « rouler » ; la paix a été sauvée.

Que les gouvernants aient réussi à éviter la guerre de justesse, cela signifie-t-il que, désormais, les impérialismes seront capables de régler

leurs différends, de résoudre leurs contradictions autrement que par la guerre ?

Ici encore, on ne peut proposer aujourd'hui qu'une impression personnelle : ma conviction est que la guerre est seulement ajournée, que la « paix » de Munich n'est qu'un simple répit.

Les raisons profondes qui poussaient hier l'impérialisme allemand à l'expansion (besoin de débouchés et de matières premières) subsistent toujours. L'économie allemande comme l'économie italienne, est toujours au fond d'une impasse. De cette impasse, les dictateurs devront à tout prix sortir sous peine de périr. Dans quelques mois, quand Hitler aura « digéré » la région des Sudètes (digestion qui procurera, d'ailleurs, à son économie, à côté de quelques avantages, des difficultés supplémentaires) ; quand Mussolini aura épuisé les crédits que la Cité de Londres serait prête à lui consentir pour la mise en valeur de l'Ethiopie, on se retrouvera à peu près dans la situation qui a failli provoquer la guerre mondiale. A ce moment, me direz-vous, les puissances repues abandonneront encore aux puissances affamées une certaine part de leur butin et la paix sera encore une fois sauvée. Sans doute, les impérialistes français et britannique feront encore quelques largesses. Mais je doute qu'ils en fassent assez pour permettre aux économies des puissances fascistes de sortir de l'impasse.

J'en doute pour les raisons indiquées par Léon Blum dans son discours de Lyon, du 24 janvier 1937 : *« Quelle est la nation qui consentira à coopérer avec une autre nation, soit en lui ouvrant des crédits, soit en améliorant son approvisionnement en matières premières, soit en lui ouvrant des facilités de peuplement ou de colonisation... si elle doit conserver si peu que ce soit l'appréhension que le secours prêté par elle risque de se retourner un jour contre elle, que les crédits, les matières premières, les établissements extérieurs viendront encore accroître une force et un « potentiel » militaire dont elle-même ou ses amis seraient les victimes ? »*

En d'autres termes, tant que continuera la course aux armements, une collaboration économique véritable des divers impérialismes, un partage du monde par les loups associés reste une utopie.

Et, en outre, tant que continuera la course aux armements, le risque effroyable que comportent les intimidations réciproques subsistera.

Et, enfin, tant que continuera la course aux armements, le danger demeurera que les puissances écrasées sous le poids de leurs dépenses militaires et ne pouvant continuer plus longtemps dans cette voie, finissent par s'engager, faute d'une autre issue, dans l'issue désespérée de la guerre.

Mais (et c'est ici qu'on s'aperçoit qu'on tourne dans un cercle vicieux), le désarmement entraînerait dans chaque pays d'énormes difficultés économiques supplémentaires, serait une véritable catastrophe ! Blum le disait également à Lyon : *« Les fabrications de guerre occupent aujourd'hui une telle place dans la production des nations industrielles, qu'il serait probablement impossible d'en décréter l'arrêt pur et simple sans s'exposer au danger de graves crises intérieures. »*

Alors ? Alors, jusqu'à preuve du contraire, il est permis de douter que les divers impérialismes puissent sortir de ce cercle vicieux, et l'on reste sceptique quant à la possibilité pour eux de résoudre pacifiquement leurs contradictions.

La guerre n'est sans doute qu'ajournée.

(7 octobre 1938.)

SEULS LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE LIBERERONT LE PEUPLE TCHEQUE

La brutale disparition de la Tchécoslovaquie de la carte d'Europe, prouve, une fois de plus, que le régime capitaliste est incapable de résoudre équitablement la question des nationalités, qu'en régime capitaliste, le droit de libre disposition des peuples n'est qu'une sinistre farce.

Un problème est posé depuis des siècles : celui de la coexistence des Allemands et des Tchèques au cœur de l'Europe centrale. Il est posé, depuis qu'au VI^e siècle des tribus slaves apparurent sur le plateau de Bohême et vinrent s'insérer au milieu des tribus germaniques. A travers les âges, une âpre lutte n'a jamais cessé de se dérouler sur la frontière linguistique séparant les deux peuples.

Ilot slave isolé au milieu des populations allemandes qui l'entouraient presque de tous côtés, le peuple tchèque était voué à la servitude. La catastrophe du 15 mars 1939 s'insère dans une série de revers historiques : 1620, le désastre de la Montagne-Blanche ; juin 1848 : le bombardement de Prague par le général Windischgraetz.

Le traité de Versailles, en créant la Tchécoslovaquie, a-t-il apporté une solution au vieux problème ? Non ! Il n'a fait que substituer aux anciennes injustices de nouvelles injustices. Il n'a fait qu'exaspérer les rapports entre Allemands et Tchèques. Le peuple tchèque est devenu le vassal de l'impérialisme français, le chien de garde chargé de maintenir en Europe centrale l'inique « Diktat ». D'opprimé, il est passé oppresseur : il a asservi, à son tour, des minorités nationales : les Allemands des Sudètes, en premier lieu, et aussi les minorités hongroise, slovaque, ruthène, polonaise, etc.

Dans les circonstances où nous nous trouvons placés au début de septembre dernier, nous avons dénoncé — et nous devons dénoncer — le véritable caractère de la Tchécoslovaquie de Benès. Nous avons crié bien haut, et nous avons le devoir de le faire — qu'une guerre à propos de la Tchécoslovaquie ne pouvait être qu'une guerre impérialiste, et non pas une guerre pour l'indépendance nationale du peuple tchèque.

Mais, en même temps, nous dénoncions les buts véritables poursuivis par l'impérialisme allemand sous le couvert du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Nous écrivions (Juin 1936, 10 septembre) : *« Hitler ne mobilise pas pour les beaux yeux des Sudètes, mais parce que l'industrie allemande, équipée pour inonder l'univers entier de ses produits, étouffe à l'intérieur des frontières allemandes, parce qu'elle convoite les marchés de l'Europe sud-orientale, parce que l'Allemagne, pauvre en matières premières, louche vers les blés de Hongrie, de*

Yougoslavie et de Roumanie, vers le pétrole roumain, et que la Tchécoslovaquie se trouve en travers de sa route.»

A Munich, l'impérialisme français, ne se sentant pas encore prêt à affronter la guerre, a laissé royalement tomber son vassal tchèque. Privée de l'appui des baïonnettes françaises, la Tchécoslovaquie de Benès s'est disloquée. Hitler n'eut plus qu'à « boire » l'obstacle placé en travers de sa route.

Mais les accords de Munich et leurs conséquences inéluctables : l'« arbitrage » de Vienne, l'annexion du 15 mars 1939 n'ont fait, une fois de plus, que substituer aux injustices antérieures de nouvelles injustices.

Les Tchèques sont retombés dans leur ancienne servitude, dans une servitude qui sera, sans nul doute, beaucoup plus lourde que celle à laquelle ils étaient soumis jusqu'à 1918 dans la vieille monarchie austro-hongroise.

Parce que nous sommes, nous, des partisans sincères — et non pas hypocrites — du droit de libre disposition des peuples, nous nous élevons aujourd'hui contre l'asservissement du peuple tchèque, de même que nous ne cessons de dénoncer et de combattre l'asservissement des peuples colonisés par l'impérialisme français.

Coïncidence symbolique : à peine Hitler avait-il jeté ses colonnes motorisées sur Prague que notre impérialisme jetait sa soldatesque dans les rues de Damas, occupait militairement la capitale de la Syrie. Ici et là, mêmes procédés, même étalage de la force, même volonté de domination.

Le peuple tchèque — nous n'en doutons pas — va reprendre sa lutte séculaire pour l'indépendance. Nous le savons capable de donner du fil à retordre à l'impérialisme allemand (de même que nous savons le peuple syrien capable de donner du fil à retordre à l'impérialisme français).

Mais, de l'épreuve, cruelle qu'il vient de subir, nous souhaitons qu'il tire la leçon. Il expie aujourd'hui l'erreur tragique de ne pas s'être joint au lendemain de la guerre, aux prolétariats révolutionnaires de Russie, d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie, de s'être fait, au contraire, le champion de l'« antibolchevisme » en Europe centrale, d'avoir fourni à l'Entente des mercenaires pour l'intervention contre le premier Etat ouvrier, et d'avoir ainsi contribué à consolider le régime capitaliste, à l'heure où celui-ci pouvait être abattu. Il expie aujourd'hui l'erreur de s'être traîné à la remorque de sa bourgeoisie : d'une bourgeoisie dont une fraction l'a vendu à l'impérialisme français, et l'autre à l'impérialisme allemand, et qui, ainsi, l'a trahi deux fois. Il ne se libérera qu'en rompant toute collaboration de classe avec ceux qui furent ses fossoyeurs.

Son salut, il ne doit pas l'attendre aujourd'hui des intrigues de M. Benès, cet agent « brûlé » de l'impérialisme français, ni d'une victoire militaire des « grandes démocraties », *mais seulement de la victoire du prolétariat international sur tous les impérialismes.*

De notre côté, ce n'est pas en faisant l'« union sacrée » avec notre bourgeoisie, mais en combattant celle-ci plus énergiquement que jamais, que nous aiderons le peuple tchèque — ainsi que les opprimés du monde entier — à briser leurs chaînes.

Seuls, les Etats-Unis socialistes d'Europe résoudront enfin le vieux problème historique ; seuls, ils assureront la coexistence pacifique des travailleurs allemands et des travailleurs tchèques au cœur de l'Europe centrale ; seuls ils feront du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes une réalité.

(24 mars 1939.)

Bientôt les impérialistes de Londres et de Paris seront prêts...

NOUS AUSSI, SOYONS PRETS !

Dans les heures tragiques comme celles que nous vivons, c'est un réflexe humain que d'éviter de regarder la réalité en face, que de vivre au jour le jour sans trop chercher à savoir ce que réserve le sombre avenir.

Telle est, aujourd'hui, semble-t-il, l'attitude de beaucoup de travailleurs. Et il faut reconnaître qu'ils ont à cette attitude quelques excuses... On leur a tellement menti, on les a si odieusement dupés et trahis !

Mais les militants révolutionnaires ont un sens trop net de leurs responsabilités, pour céder, eux, à la tentation de fermer les yeux. Leur devoir est, au contraire, de les tenir, plus que jamais, grands ouverts, de tout prévoir, d'être prêts à tout.

Ayons donc le courage de voir les choses comme elles sont : les dangers d'un conflit mondial sont aujourd'hui encore plus grands qu'en septembre dernier. De candides pacifistes, dont la sincérité n'est pas en cause, avaient rêvé à ce moment-là qu'en « mettant fin en Europe centrale à une situation impossible » on « ouvrirait une voie à la paix désarmée » !

Munich : un simple répit.

MM. Chamberlain et Daladier, nous pouvons mieux le vérifier aujourd'hui, n'ont jamais partagé cette douce illusion. Ils n'ont pas cru un seul instant à la possibilité d'un compromis durable entre eux et l'« Axe ». La preuve ? Après Munich, ils n'ont pas ralenti mais précipité leurs armements.

En cédant à Hitler, ils ont voulu *seulement gagner du temps*. Parce qu'ils n'étaient pas prêts. Hier encore, ils viennent, pour la seconde fois, de laisser les mains libres à Hitler. Parce qu'ils ne sont pas encore tout à fait prêts. D'ici quelques mois, ils seront prêts.

Mais, à ce moment, dira-t-on, l'impérialisme allemand s'assagira. Il sera rassasié. Erreur ! Les contradictions internes, les terribles difficultés économiques dans lesquelles il se débat sont si aiguës, ses besoins de matières premières et de nouveaux débouchés si pressants, qu'il lui faudra encore beaucoup d'autres conquêtes avant d'être rassasié.

Mais alors, dira-t-on, l'Angleterre et la France le laisseront encore une fois manger à sa faim. Pour avoir la paix. Erreur ! Chaque conquête

nouvelle accroît dangereusement son potentiel militaire et le rend plus redoutable pour ses rivaux. Aujourd'hui déjà, il dicte sa loi à une grande partie de l'Europe. Demain, il menacera les impérialismes britannique et français dans leurs intérêts essentiels.

Souvenons-nous de la déclaration radiodiffusée de M. Chamberlain, le 27 septembre : « Si j'étais convaincu qu'une nation était résolue à dominer le monde..., j'estimerai qu'il faut lui résister. » Le 23 mars, revenant sur le même thème, il posait « la question de savoir si le gouvernement allemand ne cherchait pas, par des efforts successifs, à dominer l'Europe ET PEUT-ETRE MEME A ALLER PLUS LOIN ENCORE », et il ajoutait : « Si cette interprétation devait se révéler exacte, le gouvernement britannique a le devoir de dire que de telles tentatives provoqueraient la résistance victorieuse de l'Angleterre et des autres nations... »

Dans quelques semaines ou d'ici quelques mois, il faut prévoir que les impérialismes britannique et français, enfin prêts, prononceront le fatidique « halte-là ! ». Et alors ?

Alors, c'est nous qui, à ce moment-là, devons être prêts.

Notre bourgeoisie se prépare, fiévreusement, dans tous les domaines, à la guerre impérialiste. Aurions-nous le droit, nous, militants révolutionnaires, de dormir sur nos deux oreilles, de nous laisser aller au fil des jours, sans nous préparer nous aussi ?

Nous préparer à quoi ?

Nous préparer, en premier lieu, s'il est temps encore, à gagner la guerre de vitesse, à faire sauter, avant la guerre, comme le disait notre affiche de la semaine dernière, un des maillons de nos chaînes, ou à aider d'autres enchaînés (par exemple, les travailleurs italiens) à faire sauter leur propre maillon ; nous préparer à tout tenter pour dresser les masses contre le crime qui se foment et pour faire, selon l'expression de Marceau Pivert, la « révolution d'abord ».

Et si, par malheur, il était déjà trop tard (car il faut envisager toutes les éventualités), nous préparer, en second lieu, à affronter, avec sang-froid, avec lucidité, avec des perspectives révolutionnaires, le grand cataclysme.

En 1914, la classe ouvrière française est entrée, tout entière, dans l'union sacrée. Aucune minorité organisée n'a dit : non ! C'est plus tard, seulement, beaucoup plus tard, que le mouvement minoritaire est né. Cette fois, il n'en serait plus de même : si, demain, la guerre impérialiste éclatait, il y aurait, dès le premier jour, hors l'union sacrée et contre l'union sacrée, une minorité constituée. La nôtre.

Ne nous faisons pas d'illusions : dans les premiers temps, tandis que le bourrage de crânes pousserait les masses « dopées » ou abruties à l'abattoir, tandis que la dictature militaire pèserait de tout son poids, nous serions faibles, isolés, dispersés.

Mais nous n'aurions pas à désespérer de l'avenir. Nous ne nous laisserions ni gagner par la contagion chauvine, ni intimider, ni décourager. Nous attendrions patiemment notre heure. Le temps travaillerait pour nous. La technique moderne de la destruction a atteint un tel degré, une guerre coûterait des sommes tellement fabuleuses, imposerait aux populations de telles souffrances et de tels sacrifices que, très vite, les impérialismes se trouveraient en proie à des difficultés inextricables, que, très vite, beaucoup plus vite qu'au cours de la précédente guerre, les masses populaires seraient gagnées par la lassitude, puis par l'esprit de révolte.

Et non pas seulement les travailleurs occidentaux, mais aussi — et peut-être même surtout — les peuples coloniaux, la « chair à canon » de couleur.

Si nous étions prêts à ce moment-là, si nous savions tenir jusque là, alors, notre heure sonnerait au cadran de l'histoire. C'est à nous qu'il incomberait — à nous et non aux vieilles organisations banqueroutières qui auraient achevé de se discréditer — d'orienter la rébellion des masses, d'aider celles-ci à trouver le chemin qu'elles chercheraient plus ou moins confusément : celui de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, celui de la conquête du pouvoir.

Mais pour être à la hauteur de telles éventualités, pour ne pas être pris à l'improviste et faire défaut, il est indispensable que, dès maintenant, nous nous préparions.

Que nous nous préparions matériellement et idéologiquement.

Matériellement : en renforçant notre jeune Parti, en trempant ses cadres, en lui donnant les moyens de fonctionner dans n'importe quelles circonstances.

Idéologiquement : en poursuivant la formation marxiste de nos militants, en leur traçant des perspectives claires et justes.

A l'heure actuelle, ce n'est pas affaiblir notre Parti, c'est au contraire, le renforcer que de passer nos conceptions et nos méthodes au crible d'un rigoureux examen critique, que de les confronter, loyalement, avec celles de tous les marxistes qui poursuivent le même but que nous.

Vers une nouvelle Internationale.

Mais nos perspectives ne sauraient être limitées au seul cadre de la France. Elles doivent être internationales. D'abord parce que nous sommes des internationalistes et que nous nous considérons comme « une partie du prolétariat international » ; ensuite, parce que la guerre impérialiste serait, davantage encore que la précédente, une guerre mondiale, et que le soulèvement de millions d'hommes, refusant de servir plus longtemps de chair à canon, et retournant leurs armes contre leurs propres maîtres, se produirait aussi à l'échelle mondiale.

L'avant-garde révolutionnaire qui aurait à conduire ces masses à la victoire devrait donc être une avant-garde internationale.

D'où la nécessité historique d'une nouvelle Internationale.

Sans doute, celle-ci ne peut naître artificiellement de la seule volonté de quelques hommes. Ce sont les événements eux-mêmes qui en creuseront le sillon.

Mais, pour que ce sillon ne reste pas vide, préparons-nous dès maintenant à y semer le grain.

Il est encore temps, mais il est grand temps.

(31 mars 1939.)

EXTRAITS D'UN EXPOSE FAIT A FIN MARS 1939 DEVANT LES MILITANTS DE LA SEINE DU PARTI SOCIALISTE OUVRIER ET PAYSAN

Aujourd'hui, il est impossible de s'y tromper. Nous n'échapperons pas à la guerre impérialiste.

Il apparaît clairement maintenant que Chamberlain-Daladier ne se sont jamais (comme nos « pacifistes ») fait beaucoup d'illusions sur les possibilités d'un « compromis » avec les Etats totalitaires.

Et la meilleure preuve en est qu'ils ont contribué à réarmer fiévreusement.

Ils ont simplement cédé pour *gagner du temps*, ils ont ajourné l'échéance jusqu'au jour où ils seraient militairement prêts.

Pourquoi ? Parce qu'ils savaient bien que les conquêtes de l'impérialisme allemand ne le rassasieraient pas, *mais qu'au contraire elles le rendraient plus fort contre eux.*

D'où la nécessité pour eux de lui dire à un moment donné : halte-là ! A ce halte-là, diront certains, Hitler s'arrêtera.

Non ! les régimes fascistes *ne peuvent pas s'arrêter.* Les contradictions de l'économie de guerre allemande sont insolubles.

La France et l'Angleterre diront : halte-là dans quelques semaines ou dans quelques mois. Quand elle seront — enfin — prêtes ; peut-être vers juillet.

Cela veut-il dire que, dans notre propagande vis-à-vis des larges masses, nous devons présenter la guerre comme fatale, ce qui serait les incliner à la *passivité* ? Non.

Et c'est pourquoi nous avons eu raison de dire dans notre dernière affiche :

« Camarade... ton salut... n'est pas dans la résignation face aux forces brutales déchaînées sur le monde. ...Rien n'est encore perdu... Tout dépend de vous ! Il suffit qu'un maillon saute pour que se brisent enfin toutes vos chaînes. »

Il est exact, en effet, que la chaîne, qui paraît si terriblement solide, est plus fragile que jamais.

Il est exact qu'il ne faudrait pas grand-chose pour qu'un maillon saute.

Quels sont les points de moindre résistance ?

Du côté fasciste : l'Italie ;

Du côté « démocratique » : les peuples coloniaux.

Mais, entre nous, entre *militants*, nous devons savoir qu'il est maintenant très douteux qu'un maillon saute AVANT le déclenchement de la guerre.

Nous devons avoir le courage et la lucidité de regarder la situation en face : afin d'en tirer, en ce qui nous concerne, toutes les conséquences.

On nous dit parfois : si vous faites cela, vous allez démoraliser, décourager les militants.

Réponse : il serait beaucoup plus grave de ne pas préparer les militants à toutes les éventualités, si bien que, quand éclaterait la catastrophe, ils seraient atterrés et désespérés (comme, certains, il faut bien le dire — une minorité heureusement — l'a été, au moment de Munich, en septembre).

Sans doute si nous vivions dans un monde paisible, pacifique, il pourrait psychologiquement être dangereux de mettre, brusquement et sans préparation, devant les yeux de nos militants l'image de la guerre.

Mais nous vivons déjà depuis des mois et des années dans un monde catastrophique.

Après ce que nous avons vu en Espagne, nos nerfs sont prêts — doivent être prêts — à envisager froidement le pire.

Mais il ne s'agit pas simplement d'un exercice d'éducation des nerfs. Il s'agit surtout d'OUVRIR A NOS MILITANTS DES PERSPECTIVES REVOLUTIONNAIRES.

Cela exige de notre jeune Parti un énorme effort, d'autant plus qu'il n'a que *TRES PEU DE TEMPS* pour s'adapter à la situation.

Nous devons, entre autres, liquider définitivement dans nos rangs toutes les illusions pacifistes :

D'abord, parce qu'elles sont des erreurs de perspective préparant des déconvenues ;

Ensuite, parce qu'elles soutiennent objectivement la bourgeoisie dans les périodes où les intérêts de celle-ci lui commandent encore d'ajourner la guerre.

Tandis que la psychose de guerre se développe...

IL FAUT CONTINUER A LUTTER CONTRE L'ENNEMI QUI EST DANS NOTRE PROPRE PAYS

Nous n'avions, la semaine dernière, que trop raison.

L'impérialisme britannique vient de prononcer le fatidique *halte-là!*

Rappelant sa déclaration du 27 septembre, M. Chamberlain a signifié que l'heure de barrer la route à l'expansion allemande a sonné. Il donne à cet événement une importance si considérable qu'il « aura, dit-il, un chapitre à part dans les livres d'histoire ».

Le chapitre qui s'ouvre pourrait bien être un sanglant chapitre.

La psychose de guerre gagne le monde entier. D'un côté, s'organise la « ronde » des impérialismes et de leurs satellites décidés à arrêter par tous les moyens l'impérialisme germanique. De l'autre, la percée de l'impérialisme germanique contre l'encerclement qui se dessine.

Personne ne croit sérieusement que la sensationnelle volte-face britannique puisse sauver la paix ; les valets de plume de l'impérialisme français développent surtout le thème que, désormais, la guerre éclatera « dans de meilleures conditions ».

Sans doute, sous le coup de la surprise, Hitler a tenu à Wilhelmshaven un langage embarrassé. Il lui faut encore quelque temps pour se préparer à foncer. Mais gare à la suite ! Après le coup d'arrêt de mai 1938 (mobilisation tchèque), le monde a respiré plusieurs mois, puis ce fut la riposte foudroyante de septembre. Après le coup d'arrêt de l'hiver 1939 (édification d'un barrage britannique à travers l'Europe centrale et orientale), ce fut la riposte foudroyante du 15 mars. Oui, gare à la suite !

C'est plus que jamais le devoir des militants révolutionnaires de ne pas perdre la tête, de ne pas se laisser gagner par le vertige, de conserver leur sang-froid.

Aussi peut-on se demander si l'initiative que viennent de prendre deux de nos amis britanniques, Maxton et Fenner Brockway, est bien opportune. Vis-à-vis de camarades auxquels nous lient des liens de solidarité étroits, on se doit d'user de la plus fraternelle franchise et, personne n'étant infaillible, on a le droit de compter sur la réciprocité.

Nos amis proposent la réunion d'un congrès ouvrier international (auquel ils croient devoir convier les deux Internationales d'Amsterdam et de Moscou). Ce congrès déclarerait solennellement que le mouvement ouvrier ne « tolérera pas la guerre » et signifierait à Hitler « que toute tentative de sa part de poursuivre l'expansion du fascisme se heurterait immédiatement au refus de la classe ouvrière organisée du monde entier de produire ou de transporter à destination de l'Allemagne des fournitures qui l'aideraient à réaliser ses desseins ».

A la grande coalition des impérialismes « démocratiques » contre l'impérialisme germanique s'ajouterait le blocus de l'Allemagne par les forces coalisées du prolétariat international.

On aperçoit les dangers que comporterait une telle entreprise.

Inviter la classe ouvrière internationale à organiser le blocus de l'Allemagne, ce serait renforcer l'idée — hélas ! déjà ancrée dans le cerveau de trop de prolétaires — que l'impérialisme hitlérien est le seul responsable de la prochaine guerre, que c'est lui seul qu'il faut mettre hors d'état de nuire.

Du blocus prolétarien au soutien actif des impérialismes « démocratiques » qui, eux, préparent, avec des moyens beaucoup plus radicaux encore que le blocus, la résistance à Hitler, il n'y a qu'un pas et qui risquerait d'être vite franchi.

Une telle initiative paraît d'autant moins opportune qu'elle survient au moment même où M. Chamberlain annonce son tournant « historique », où l'union sacrée est pratiquement faite au parlement britannique.

Sans doute l'impression de malaise que l'on ressent eût-elle été quelque peu atténuée si nos amis avaient mis l'accent sur la nécessité de poursuivre parallèlement la lutte contre « l'ennemi qui est dans notre propre pays ». Mais, précisément, ils ne l'ont pas fait.

Parmi les tâches qu'ils assignent à leur congrès international, on cherche en vain la lutte de classes, la lutte pour le pouvoir dans les pays « démocratiques ». Le Congrès devrait, selon eux : a) résister à la guerre ; b) prévenir l'extension du fascisme ; c) aider la lutte des travailleurs coloniaux ; d) aider la lutte des travailleurs dans les pays fascistes ; e) aider les réfugiés. Manque ce qui pour nous reste l'essentiel.

Nos amis précisent même qu'il y a davantage de possibilités à l'heure actuelle de résister à la guerre dans les pays fascistes que dans les pays « démocratiques » : « Hitler, écrivent-ils, a plus à craindre des milliers de socialistes de Vienne et des huit millions de non-Allemands dans ce qui fut la Tchécoslovaquie que les gouvernements britannique et français n'ont à craindre de leurs peuples, au moins dans les métropoles... » Nous ne sous-estimons nullement, bien au contraire, les possibilités de lutte dans les pays fascistes, mais il n'est pas du tout certain que les possibilités de lutte dans les pays « démocratiques » soient moindres. Les travailleurs des pays fascistes sont soumis exactement au même bourrage de crânes que ceux de pays démocratiques et ces derniers ont, au moins, l'avantage de jouir encore de quelques bribes de liberté qu'ils pourraient utiliser, s'ils le voulaient, pour prendre l'offensive.

Qu'on le veuille ou non, affirmer que les possibilités de lutte sont plus fortes dans les pays fascistes que dans les autres, c'est risquer d'aggraver la passivité des travailleurs des pays « démocratiques » ; c'est les amener à attendre sans agir que les travailleurs des pays fascistes aient secoué leur joug.

Sans doute, nos amis se préoccupent de soutenir les luttes des peuples coloniaux contre les impérialismes démocratiques. Mais il n'est pas sûr qu'ils galvanisent ces luttes en suggérant aux populations des deux « Empires » que Hitler est le principal responsable de la guerre menaçante, qu'il faut organiser contre lui le blocus, etc., etc. Il y a des chances, au contraire, que le résultat obtenu soit diamétralement opposé. Dans la confusion générale actuelle, les peuples coloniaux n'ont que trop tendance à ne plus discerner toujours leurs véritables intérêts et à se laisser lier, par crainte des convoitises fascistes, au char de leur propre impérialisme...



Mais l'initiative de nos amis présente un autre danger, le plus grave peut-être de tous. Ils se déclarent résolus à aider, par tous les moyens, dans leurs luttes, les travailleurs des pays fascistes : sont-ils bien certains qu'ils y parviendraient avec leur blocus « prolétarien » de l'Allemagne ? Ne serait-il pas à craindre, au contraire, que le peuple allemand, se sentant menacé à la fois de l'encerclement des impérialismes « démocratiques » et du blocus « prolétarien » ne fasse bloc avec ses maîtres ?

Nos amis, sans doute, ont entrevu le danger, puisqu'ils écrivent : « On pourrait expliquer par-dessus les frontières, au peuple allemand par la radio, etc., que l'on ne se propose pas de l'attaquer mais de prévenir le danger d'une guerre résultant d'une nouvelle agression fasciste ». Mais le peuple allemand le comprendrait-il ? On aurait beau lui expliquer (dans la mesure où l'explication parviendrait jusqu'à ses oreilles) que ce n'est pas à lui qu'on en a, il n'en serait pas moins la principale victime du blocus. Qui sait si, dans un sursaut désespéré de misère et de faim, il n'aiderait pas de toutes ses forces ses maîtres — si haïs soient-ils — à rompre le cercle de fer ?

A quoi il faudrait ajouter la démoralisation que risquerait d'éprouver l'avant-garde ouvrière des pays fascistes à voir les travailleurs des pays « démocratiques » se lier au char de leur propre bourgeoisie ou, tout au moins, rester passifs en face de leur propre bourgeoisie...

Nous pensons avec nos amis que, s'il est temps encore, le seul moyen d'arrêter la guerre, c'est de travailler à provoquer l'effondrement des régimes fascistes. Mais nous ne sommes pas d'accord avec eux sur le moyen qu'ils suggèrent inopinément. Nous n'avons jamais cessé de dire (et nous ne voyons aucune raison pour changer aujourd'hui d'avis) que la seule façon d'aider et d'encourager les travailleurs des pays fascistes à engager la lutte contre leurs dictateurs, c'est de leur donner, nous, l'exemple, c'est d'engager, nous, la lutte contre notre propre bourgeoisie, c'est de briser le maillon de la chaîne qui est à proximité de nos mains.

La lutte contre la guerre, contre le fascisme, contre le capitalisme, n'est qu'une formule creuse si l'on ne précise pas : *lutte contre l'ennemi qui est dans notre propre pays.*

Une conférence internationale, oui ! Mais avec ceux qui sont résolus à poursuivre cette lutte (et nous sommes persuadés que, malgré leur initiative, nos amis britanniques resteront de ceux-là) et non avec les vieilles organisations banqueroutières liées à la vie à la mort au char de la bourgeoisie !

(7 avril 1939.)

De coup de force en coup de force...

NE REAGISSONS PAS COMME M. TOUT-LE-MONDE

Plus les événements s'accroissent, plus nous nous rapprochons de l'échéance, et plus il est difficile au travailleur le moins chauvin, le moins sensible au bourrage de crânes, de résister à l'ambiance, de rester fidèle à la notion de classe.

De nombreux copains répugnent, certes, aujourd'hui comme hier, à l'union sacrée avec la bourgeoisie ; ils savent, aujourd'hui comme hier, que la guerre est le produit du régime capitaliste ; ils enragent, aujourd'hui comme hier, d'être des jouets momentanément impuissants entre les mains d'une poignée de gouvernants, de généraux et de magnats. Mais...

Mais, lorsqu'ils apprennent à la radio que Hitler a foncé sur Prague, ou que Mussolini a déversé une pluie de fer sur la faible Albanie, il arrive que leurs nerfs l'emportent sur leur raison ; ils cèdent au premier mouvement ; ils en viennent à oublier les causes véritables de la situation actuelle ; les frontières tracées artificiellement entre les peuples estompent dans leur esprit la seule frontière naturelle : celle qui sépare les classes. Et ils se laissent aller à dire avec M. Tout-le-Monde : « Qu'attendons-NOUS pour LEUR infliger une bonne correction ? »

Qui, NOUS, qui, EUX ?

Ah ! s'il était possible d'infliger une bonne correction à Mussolini et à Hitler, autrement que par l'intermédiaire de M. Daladier, du général Gamelin, de MM. de Wendel et Schneider, nous en serions tous ! Et nous en serions tous aussi, s'il était possible de le faire sans avoir à « corriger », en même temps, le peuple italien et le peuple allemand. Mais tel n'est pas le cas. Châtier Mussolini et Hitler, cela signifierait, tant que nous n'aurons pas secoué le joug de nos propres maîtres, *châtier le peuple italien et le peuple allemand, sous la conduite de nos maîtres.*

Est-ce cela que vous voulez, les amis ?

D'accord, cent fois d'accord : la façon dont Mussolini et Hitler traitent les petites nations est révoltante. Mais, gare aux indignations unilatérales ! Les dictateurs ne font que suivre l'exemple qui leur a été donné, il n'y a pas si longtemps, par la France et par l'Angleterre. Il y avait, un jour, au sud de l'Afrique, un peuple indépendant, les Boers. A-t-on oublié avec quelle cruauté l'impérialisme britannique l'a exterminé ? Il y avait un jour, au nord de la même Afrique, un peuple indépendant, le peuple marocain. A-t-on oublié les horreurs de la

conquête française, les atrocités de la Légion, la « pacification » par les avions de bombardement et par les tanks ?

Un crime est un crime, quelle que soit la main qui le commet. Et ce serait une drôle de façon de marquer à un criminel sa réprobation, que de s'enrôler, en guise de protestation, dans une autre bande de criminels !

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? Le droit de vivre pour les petites nations ? Nous en sommes. Et comment ! Mais, objurguer les grandes « démocraties » de défendre enfin les petites nations, quelle plaisanterie ! Les grandes « démocraties » ne s'intéressent aux petites nations que dans la mesure où celles-ci peuvent leur fournir de la chair à canon (ainsi, l'Angleterre s'est intéressée aux Arabes pendant la guerre 14-18), que dans la mesure où elles consentent à se faire leur chien de garde (la Tchécoslovaquie après 1919), que dans la mesure où elles les ravitaillent en pétrole (la Roumanie ou l'Irak). Mais, quand il n'y va pas, ou qu'il n'y va plus de leur intérêt, les petites nations ne pèsent pas lourd dans leurs préoccupations. Elles ont froidement dépecé la Hongrie au lendemain de la guerre. Elles ont froidement laissé tomber la Tchécoslovaquie en septembre 1938. Vous comptez sur la Home Fleet et sur l'amiral Darlan pour défendre le droit de libre disposition de la malheureuse Grèce ? Non, sans blague !

« Et, quand ils auront bouffé la Roumanie, la Grèce, la Pologne, alors ce sera NOTRE tour... » se laisse aller à dire le bon copain auquel la radio vient d'apprendre le dernier (c'est une façon de parler) coup de force. NOTRE tour, le tour de qui ? Celui de la nation « française » ? Mais il y a beau temps que, pour les nations devenues impérialistes, l'ère des guerres « nationales », des guerres pour l'indépendance « nationale » est révolue. Si la guerre menace aujourd'hui, l'enjeu n'en est pas le territoire de la France métropolitaine, mais le butin conquis par la force hors des frontières de la France, les colonies, les « sphères d'influence » en Méditerranée et ailleurs. Est-cela, les amis, que vous voulez défendre ?

« NOTRE tour, c'est le tien, c'est le mien ; c'est celui des travailleurs français attachés farouchement à ce qui leur reste de libertés, et qui ne veulent pas se laisser mettre au pas », rétorque le copain en tournant le bouton de son poste de radio, à la recherche de l'onde-qui-annonce-le-nouveau-coup-de-force. Qui pourrait nier la redoutable puissance d'expansion du fascisme ? Qui pourrait nier que Mussolini et qu'Hitler se sentiraient plus à l'aise si le prolétariat français, limitrophe de celui d'Italie et d'Allemagne, était tout à fait muselé ? Mais, ce qui nous reste de libertés n'est pas seulement menacé par Mussolini et Hitler. Le principal détrousseur de nos libertés s'appelle aujourd'hui Daladier. Drôle de façon de défendre la liberté que de se jeter dans les bras de celui qui vous la vole ! Il n'y a pas deux façons de défendre nos libertés contre Mussolini et Hitler ; il n'y en a qu'une : c'est, d'abord, de nous rendre libres. C'est de chasser du pouvoir MM. Daladier, Camelin et de Wendel, et de nous y installer nous, toi, moi, les travailleurs. Alors — alors seulement — nous aurons quelque chose à défendre. Et, nous ne le défendrons pas seulement avec des avions, des murailles de béton et des divisions motorisées, mais aussi et surtout, avec cette arme irrésistible qui décuple les énergies des combattants, et qui désarme l'ennemi par la fraternisation : la *foi révolutionnaire*.

Et, s'il était trop tard ? Si la guerre ne pouvait plus être évitée ? Alors, ce qui précède serait toujours valable. Ce que nous n'aurions pu faire avant, nous aurions à le faire pendant.

(14 avril 1939.)

CE N'EST PAS ROOSEVELT MAIS LES TRAVAILLEURS QUI PEUVENT SAUVER LA PAIX

Les amateurs de sensationnel ont tout lieu d'être contents. M. Roosevelt y a été, une fois de plus, de son geste théâtral.

Pourquoi l'hôte de la Maison-Blanche a-t-il choisi ce moment pour faire sa tapageuse rentrée en scène et que signifie celle-ci ?

Plusieurs interprétations sont possibles et, d'ailleurs, ne s'excluent pas.

Peut-être alerté par les rapports de ses agents qui lui signalaient l'extrême gravité de la situation, aussi bien à la frontière germano-polonaise qu'à Gibraltar, et considérant la guerre comme imminente, a-t-il simplement voulu tendre une perche à laquelle les meneurs du jeu européen pussent, avant la grande noyade, se racrocher.

Peut-être aussi a-t-il voulu faire apparaître les dictateurs comme les seuls responsables de la guerre qui vient, afin de décider le peuple américain, encore très rétif, à « marcher » dans la grande boucherie pour la « démocratie » et la « liberté ».

En tout cas, il a obtenu chez nous ce résultat d'être porté aux nues à la fois par les pacifistes et par les bellicistes.

Les pacifistes lui savent gré d'avoir repris d'une façon retentissante leur vieux bobard d'une conférence internationale au cours de laquelle les grandes puissances se redistribueraient les matières premières et les débouchés, troqueraient des peuples comme on troque du bétail, et assureraient au pauvre monde dix, vingt-cinq (pourquoi pas quatre-vingt-dix-neuf ?) ans de paix désarmée.

Les bellicistes lui savent gré d'avoir — avec une incontestable habileté — mis les dictateurs en mauvaise posture et préparé, d'une façon à peine déguisée, l'entrée des Etats-Unis dans la « grande ronde des démocraties » décidées à faire la guerre pour défendre leur butin.

Notre Parti n'est pas dupe — pas plus que Roosevelt lui-même — des illusions mensongères répandues par le prophète de la Maison-Blanche. Il sait que les impérialismes rivaux sont incapables de faire la paix, que leur « paix » ne peut être qu'un répit provisoire (sur le dos des travailleurs réduits à la servitude), avant l'explication décisive par la force des armes. Il sait qu'aucune « conférence internationale » ne pourrait, tant que le pouvoir sera entre les mains de la bourgeoisie, résoudre les contradictions économiques qui jettent aujourd'hui les impérialismes les uns contre les autres.

Aux utopies charlatanesques de M. Roosevelt, un homme qui n'est certes pas des nôtres, Henri Clerc, a déjà répondu dans l'Œuvre :

« A qui voudrait-on, par exemple, que les usines allemandes détournées de la fabrication des avions militaires, des tanks, des canons, des obus, vendissent les phénoménales quantités de produits de consommation qu'elles sont capables de produire avec leur outillage ultra-moderne, alors que les marchés d'Amérique du Nord et du Sud, d'Australie, d'Asie sont déjà saturés ?

...La capacité de production des usines allemandes étant désormais "formidable", leur nécessité d'exporter serait telle qu'on se demande comment en face de ce concurrent si organisé, si puissant et si tenace, se comporteraient notre industrie et celle de nos amis britanniques et U.S.A. ! »

Notre Parti sait enfin que seule la lutte révolutionnaire des travailleurs italiens et allemands en liaison étroite avec celle des travailleurs des pays « démocratiques » peut arrêter l'expansion du fascisme et non l'« encerclement » cher aujourd'hui à MM. Chamberlain et Roosevelt.

Le message du président américain a eu, néanmoins, un résultat positif que nous nous garderons de sous-estimer : l'impression énorme qu'il semble avoir produite sur les masses populaires de tous les pays, les espoirs (fallacieux hélas !) qu'il a ressuscités chez des millions et des millions d'êtres humains qui s'abandonnaient au désespoir, ont, en quelque sorte, cristallisé et révélé la résistance sourde, mais profonde que, dans le monde entier, les peuples continuent d'offrir à la guerre.

Il y a là un facteur dont tous les gouvernements sont obligés de tenir compte, et qu'ils ne peuvent se dispenser, à l'heure suprême où l'on pèse le pour et le contre, d'intégrer dans leurs calculs.

A nous d'utiliser, sans perdre un instant, cette résistance sourde, dont le discours de Roosevelt vient de nous confirmer la réalité ; à nous de l'orienter, de la diriger ; à nous de montrer aux travailleurs que Roosevelt est incapable de sauver la paix, que nous ne lui sommes redevables que d'un répit de quelques jours, et qui lui aussi prépare, à sa façon, la guerre ; à nous, enfin, de leur dire qu'EUX SEULS, avec les prolétaires des autres pays, peuvent encore, s'il n'est pas trop tard, par leur résistance de classe, non plus sourde mais ouverte, se mettre en travers de la guerre.

(21 avril 1939.)

OU MENE LA COURSE AUX ARMEMENTS ?

Une fort curieuse discussion vient d'avoir lieu à la séance mensuelle de la Société d'Economie politique autour d'une communication sur les « répercussions financières du réarmement ».

La Société d'Economie politique est un cénacle où s'expriment les points de vue et les intérêts du grand capital. Ce qui s'y dit mérite donc toute notre attention.

L'auteur de la communication, M. Edouard Bonnefous, s'est montré fort pessimiste. Il a établi que le montant total des dépenses de réarmement a atteint, en 1938, le chiffre astronomique de 17 milliards et demi de dollars, soit, au cours du jour, plus de 660 milliards de francs !

« Il est permis de se demander, a-t-il ajouté, combien de temps cette situation pourra durer... La crise actuelle se soldera par un passif difficile à apurer, sans parler des inévitables répercussions morales... »

En langage clair : la note à payer est si lourde que ces messieurs craignent de ne pouvoir la faire régler par les masses sans que s'ensuivent de graves troubles sociaux.

Prenant ensuite la parole, le sénateur Mireaux montra que la « progression des dépenses d'armement est telle qu'en France elles sont égales à la totalité du budget d'avant guerre ! »

Nous sommes en pleine folie : « On fabrique, a-t-il dit, avec une intensité croissante un matériel vite démodé DONT ON SAIT QU'IL NE SERVIRA PAS — SANS D'AUTRE BUT QUE DE PRODUIRE UN EFFET PSYCHOLOGIQUE SUR LES AUTRES PEUPLES !... »

Retenons l'aveu !... »

Au moins « en 1914 les Etats avaient préparé pour la guerre des réserves considérables et une monnaie solide ». Il n'en est plus de même aujourd'hui... « et l'on peut se demander s'ils pourraient soutenir une longue guerre... »

Mais le régime tourne dans un cercle vicieux. Si la course à la guerre le conduit à la ruine et à la catastrophe, la paix, elle aussi, aurait pour lui des conséquences catastrophiques : « Si l'Allemagne voulait revenir à une politique de paix, il en résulterait un chômage considérable, une crise sociale qu'elle n'aurait pas les moyens financiers de combattre... »

De quelque côté qu'on se tourne, c'est le gouffre.

Et ce gouffre, ces messieurs du grand capital ne le regardent pas sans angoisse.

Personne ne peut affirmer aujourd'hui où l'univers est suspendu entre la paix et la guerre que la guerre aura lieu ou qu'elle n'aura pas lieu.

Mais ce qu'on peut dire, sans crainte d'erreur, c'est que l'univers est *entré dans une ère catastrophique*. Quelle que soit l'issue, celle-ci sera violente, et il y aura de la casse.

Guerre impérialiste ou guerre civile ? Ou les deux à la fois ? Un grand remue-ménage, en tout cas.

Un grand remue-ménage dont nous pouvons être, une fois de plus, les victimes, mais qui peut aussi sonner le glas du régime capitaliste.

Mais oui !

N'en déplaise à ceux qui, dans les rangs du prolétariat, seraient fatigués ou désespérés.

L'angoisse de ces messieurs de la Société d'Economie politique nous prouve qu'ils ne sentent pas le sol si stable sous leurs pieds.

Notre heure, certes, peut ne pas sonner ; la nuit de la servitude peut s'étendre sur plusieurs générations de travailleurs. Mais notre heure peut aussi sonner, et plus tôt que certains le pensent.

Il est temps que nous nous y préparions. Il est temps que nous forgiions le parti révolutionnaire sans faille, l'Internationale révolutionnaire aux claires perspectives qui seuls peuvent éviter que se reproduisent les mortelles erreurs du passé, qui seuls peuvent nous conduire à la victoire.

(9 juin 1939.)

VIVE LA PAIX

PAR LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE

La paix ? La guerre ?

Possible qu'après avoir fait les fanfarons, les dirigeants des « grandes démocraties », à la dernière minute de la dernière heure, laissent tomber l'allié polonais, au surplus bien difficile à secourir.

Possible aussi qu'allant, cette fois, jusqu'au bout, ils nous invitent à mourir pour Dantzig, le corridor et autres lieux.

(Etant entendu que Dantzig, le corridor et autres lieux ne seraient qu'un prétexte au grand règlement de comptes entre impérialismes rivaux.)

Tout en estimant qu'il y a encore de sérieuses chances pour que la première hypothèse soit la bonne, envisageons, rien qu'un instant — car il faut tout prévoir — que la seconde se vérifie. Et mettons-nous dans la peau du Français moyen qui, demain, se grattera le front et se demandera : « Au fait, qu'est-ce au juste que la Pologne ? Quelle est cette cause pour laquelle il faut mourir ? »

On lui dira : « La Pologne : un peuple qui lutte fièrement pour sa liberté », « un peuple martyr ». On évoquera le long calvaire de ce peuple : les répugnants partages de 1772 et de 1793 qui rayèrent la Pologne de la carte européenne, mais ne parvinrent pas à tuer son farouche esprit d'indépendance. On évoquera les héroïques soulèvements de 1830, de 1846, de 1848, de 1863, réprimés dans le sang, etc., etc.

Sur ces thèmes faciles, la Propagande, orchestrée par M. Girardoux, brodera...

Mais on dissimulera soigneusement le revers de la médaille.

On omettra de nous dire qu'il y a une différence entre la Pologne d'aujourd'hui et la Pologne d'hier.

La Pologne d'hier : un peuple luttant pour sa libération. La Pologne issue du traité de Versailles : rien d'autre qu'un vassal de l'impérialisme français, chargé de contenir l'expansion du germanisme vers l'Est, qu'un cordon sanitaire chargé d'isoler la Russie de l'Europe occidentale.

Un petit livre consacré à la Pologne et paru récemment en Angleterre met bien en lumière cette vassalisation : « *Le Quai d'Orsay, y lit-on, a considéré davantage la Pologne comme un domestique que comme un allié...* » (1). Pour donner plus de consistance à son vassal,

(1) W. J. Rose : *Poland*.

Clemenceau, n'hésitant pas à couper l'Allemagne en deux, lui annexa la Poméranie orientale (connue depuis lors sous le nom de « corridor ») et lui donna des droits sur la ville allemande de Dantzig, baptisée, pour les besoins de la cause, « ville libre » et dégermanisée.

Un auteur bourgeois, Raymond Recouly, écrit à ce sujet : « On aurait voulu introduire dans le traité des cartouches de dynamite pour faire voler la paix en éclats que l'on ne s'y serait pas pris autrement » (1).

Il est à peine besoin de rappeler avec quelle largesse la Finance française consentit au vassal polonais emprunt sur emprunt, avec quel empressement M. Schneider, du Creusot, lui construisit le coûteux port de Gdynia, destiné à concurrencer Dantzig, et le chemin de fer dont Gdynia est le terminus.

Quant au rôle de cordon sanitaire assumé par la Pologne, en face de l'« ogre » bolcheviste, personne n'ignore que, selon l'expression fameuse de M. Paul-Boncour, le soldat polonais montant la garde sur la Vistule a sauvé la civilisation (avec l'aide, il est vrai, du général Weygand, dépêché en toute hâte, en 1920, à Varsovie).

A l'heure où l'on nous invitera à défendre la « démocratie » contre le fascisme, on fera prudemment le silence sur le régime intérieur de la Pologne.

Belle « démocratie », en vérité, que la république des « colonels » ! Gageons qu'on n'évoquera pas le sanglant coup de force du 12 mai 1926 par lequel le maréchal Pilsudski instaura sa dictature. Une dictature militaire dont son adjoint et successeur, le maréchal Smigly-Rydz, n'a pas relâché le joug. Dans son livre, Recouly reproduit ces déclarations d'un député polonais : « *La dictature polonaise, croyez-moi, n'est malheureusement pas un mythe. Nous n'avons peut-être pas le mot mais nous avons la chose... Le parlement... est à peu près dépourvu de pouvoir... Le gouvernement est maître de faire absolument tout ce qu'il veut.* »

Le même Recouly raconte qu'en 1930, la Chambre ayant été dissoute et les leaders de la gauche arrêtés, ceux-ci furent enfermés dans la forteresse de Brest-Litovsk et « soumis à toutes sortes de sévices ordonnés par un sadique, le commandant de la forteresse, Kostek-Biernacki. Pour ne citer qu'un seul trait, ils étaient obligés de ramasser chaque matin les ordures avec leurs mains... »

Vive la « démocratie » polonaise !

A l'heure où l'on nous invitera à secourir la Pologne présentée comme un peuple en lutte pour son droit de libre disposition et son indépendance, on se gardera de nous dire que la bourgeoisie polonaise a fait de ce peuple, hier opprimé, un peuple oppresseur.

N'est-ce pas M. Victor Basch, président de la Ligue des Droits de l'Homme, qui, dans l'*Ere Nouvelle* du 24 juillet 1924, écrivait : « *La Pologne pour laquelle nous avons sollicité (jadis) la sympathie du monde, ce n'est pas une Pologne chauvine, nationaliste, antisémite, fanatique, persécutrice, usant de sa liberté reconquise pour étouffer d'autres libertés, n'étant redevenue une grande nation que pour opprimer les petites nationalités* » ?

(1) La Pologne de Pilsudski.

On oubliera de nous parler du triste sort des 5.400.000 Ukrainiens, qui, en 1918, avaient constitué une république ouest-ukrainienne indépendante et dont la Pologne annexa, contre leur volonté, le territoire après l'avoir occupé militairement.

On oubliera de mentionner l'existence du million de Blancs-Russiens pareillement rattachés de force à la Pologne, sans plébiscite, en 1921.

Les délégués de ces deux minorités nationales, réunis à Paris le 4 août 1924, ne protestèrent-ils pas « devant le monde civilisé contre le système d'extermination pratiqué à l'égard de ces peuples par la Pologne » ?

Dans une émouvante brochure, parue à cette époque : *La Pologne est un enfer*, Magdeleine Marx (aujourd'hui Magdeleine Paz) a raconté avec quelle brutalité et quelle sauvagerie la Pologne tenta de « poloniser » ses minorités nationales : « *Vous êtes*, écrivait-elle entre autres, *un humble instituteur ukrainien. Un beau matin, on ferme votre école et l'on vous expédie dans un camp de concentration, vous et votre famille. Plus d'écoles ukrainiennes ! Rien que des écoles polonaises.* »

Et vive la liberté !

Tel est le vrai visage de cette Pologne pour laquelle, demain peut-être, on va nous inviter à mourir.

Est-ce à dire que si l'autre hypothèse se vérifiait, c'est-à-dire si, au dernier moment, l'impérialisme français laissait tomber son ex-vassal, comme il a laissé tomber, l'an dernier, la Tchécoslovaquie, nous nous en réjouirions ? Que non pas.

Nous sommes aussi bien les adversaires de la guerre impérialiste que de la paix impérialiste. Nous savons qu'un nouveau Munich ne ferait que remplacer les anciennes iniquités par de nouvelles iniquités. Et nous plaindriions sincèrement le peuple polonais s'il était victime d'un nouveau dépècement, d'une nouvelle oppression nationale.

Notre conclusion ? Toujours la même :

Seuls les *Etats-Unis socialistes d'Europe* peuvent mettre fin à toutes les oppressions nationales, peuvent permettre la cohabitation pacifique de tous les peuples et de toutes les minorités ethniques que les hasards des migrations historiques ont amenés à vivre côte à côte.

A l'heure où le choc des impérialismes rivaux menace l'Europe de destruction, hâtons, par notre action révolutionnaire, l'heure des *Etats-Unis socialistes d'Europe* !

(25 août 1939.)

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 25 MARS 1960
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE CERBONNET,
PARIS-XI^e